



C'est la rentrée **DE LA LUTTE** *des classes !*

Dossier

**UNIVERSITÉ
D'ÉTÉ 2016**

Pages 6, 7, 10 et 12



ÉDITO

Italie: «homicide involontaire»?

Page 2

PREMIER PLAN

Syrie: escalade militaire sur fond diplomatique

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Turquie: sans contestation, Erdogan s'en va-t-en guerre

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Joanna Misnik (Solidarity) sur la situation aux USA

Page 12



édito

Par YVAN LEMAITRE

Italie: « homicide involontaire » ?

Au moins 292 mortEs, plus de 400 blessés, des villages en ruine, des milliers de personnes à la rue, vivant dans le dénuement sous les tentes installées par les secouristes...

Le tremblement de terre qui a frappé le nord de l'Italie est un des plus importants qu'ait connu le pays.

Le Premier ministre Matteo Renzi a annoncé un vaste plan de prévention, Casa Italia: « L'Italie doit avoir une vision qui ne se limite pas à la gestion des situations d'urgence », ajoutant « nous ne voulons pas que ce soit, comme par le passé, des paroles en l'air ». Un aveu sur la politique de l'État italien, des paroles en l'air...

Bien évidemment, personne ne peut prévoir ni empêcher les séismes, mais l'Italie étant à la jonction de plusieurs plaques tectoniques, les tremblements de terre y sont inévitables. Selon une agence officielle, 40 millions de personnes vivent dans une zone à risque avec une majorité des bâtiments incapable de résister à un tremblement de terre, y compris des écoles ou des hôpitaux. Et seules 30 % des maisons italiennes respectent aujourd'hui les normes... À Amatrice, au cœur du séisme, même une école récemment construite s'est effondrée. Des soupçons se portent sur des entrepreneurs peu scrupuleux, en particulier à l'encontre d'une grosse entreprise qui a déjà été mise en cause dans une enquête pour corruption dans la reconstruction post-tremblement de terre de L'Aquila en 2009... Certains évoquent des malversations. Le parquet de Rieti, ville de la région sinistrée, a ouvert une enquête pour « homicide involontaire ».

Dans un pays qui a subi au moins huit séismes dévastateurs au cours des quarante dernières années, c'est-à-dire en moyenne un tous les cinq ans, l'État est resté indifférent. Selon l'Association italienne des constructeurs, le coût total des tremblements de terre depuis 1968 s'élèverait à plus de 180 milliards d'euros, alors qu'il suffirait de 100 milliards d'investissements pour améliorer la sécurité face au tremblement de terre en construisant des infrastructures capables de résister à des secousses de magnitude élevée. C'est techniquement maîtrisé et possible. C'est un problème de coût et surtout de volonté politique pour être capable d'agir à long terme hors des calculs d'économie, de rentabilité financière, de profits privés, qui ont un coût social et humain, en Italie comme ailleurs, exorbitant.

À la Une

C'est la rentrée de la lutte des classes!

Les mois précédant l'été avait réchauffé l'atmosphère, avec la grande mobilisation contre la loi travail. La grève du 15 septembre était dans les tuyaux pour tenter de remobiliser et de gagner. Mais, quand le monde du travail menace la classe dominante, celle-ci n'hésite pas à utiliser tous les moyens pour contre-attaquer, dans un déluge de racisme et de répression.

L' attentat de Nice a été le début d'une offensive idéologique comme le gouvernement nous y a habitués depuis ceux effectués contre Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher il y a un an et demi. Ces attaques meurtrières, qui sont un symptôme de la décomposition du monde, de la violence atroce du capitalisme, sont utilisées pour construire un arsenal répressif et raciste sans précédent. L'attentat de Nice que Daesh a revendiqué permet de construire l'idée qu'il existerait un ennemi commun à toute la population, « l'islamisme ». Un terme qui tente de gommer les différences fondamentales qui existent entre l'islam, l'intégrisme et le terrorisme. Un terme qui tente de faire un amalgame entre les femmes qui se baignent en burkini et les militaires de Daesh.

L'empire contre-attaque

Tous les politiques s'y sont mis. Le FN demande de « bannir les signes religieux ostensibles de l'espace public ». Valls utilise pratiquement les mêmes mots: « Les plages, comme tout espace public, doivent être préservées des revendications religieuses ». Avant d'ajouter le sexisme au racisme: « *Marianne elle a le sein nu parce qu'elle nourrit le peuple, elle n'est pas voilée parce qu'elle est libre!* »

Hollande a annoncé la constitution d'une garde nationale de 200 000 militaires et volontaires civils. Il renforce ainsi la militarisation de la société, la circulation des armes, l'arbitraire policier. L'état d'urgence a été une nouvelle fois prolongé, reconduisant ainsi la multitude d'attaques contre les libertés.

Et Mélenchon, en parlant du burkini comme d'une « provocation



politique» et en dénonçant le « communautarisme », hurle encore une fois avec les loups. Nous y sommes hélas maintenant habitués...

Le retour des Jedi?

Jean-Christophe Cambadélis nous sidère une fois de plus en tweetant « Parler de l'islam [sic] permet d'éviter d'évoquer la réussite gouvernementale sur le chômage ». Ne serait-ce pas plutôt une catastrophe gouvernementale sur toute la ligne pour la classes populaires? Une catastrophe qui provoque d'ailleurs la sortie du bois pour la primaire de Benoît Hamon, d'Arnaud Montebourg et de Gérard Filoche, qui se voient en sauveurs du PS et de la gauche. Une fois de plus, on ne peut que leur répondre qu'il n'y a pas de conciliation possible entre l'appartenance au PS, le fait d'assumer sa politique en empêchant les motions de censure de passer et en votant l'état d'urgence, et une politique pour les classes populaires.

Quant au PCF, il attend encore pour se prononcer, espérant qu'une solution miracle lui permette d'éviter de soutenir un Mélenchon qui fait de plus en plus grincer des dents dans le parti...

Un nouvel espoir

Sur le fond, nous n'avons pas grand-chose à attendre de ces tergiversations: elles sont le produit d'une gauche qui ne se résigne pas à voir le PS mener une politique clairement de droite, mais elles sont bien loin de proposer une solution à la crise profonde que nous subissons. Pour cela, il faut une véritable rupture avec les institutions, un plan de rupture anticapitaliste qui passe par l'interdiction des licenciements, la partage du temps de travail, la saisie des banques, l'arrêt de toutes les politiques racistes, l'ouverture des frontières...

C'est ce que défendra la campagne présidentielle de notre camarade Philippe Poutou. Cette campagne

ne peut qu'être intimement liée aux mobilisations, car nous ne voulons pas être une voix de plus qui appelle bêtement « aux urnes » alors que le mouvement du printemps dernier montre l'inverse: c'est dans la rue que nous remettons au premier plan nos intérêts de classe, que nous défendons nos revendications et que nous les imposerons.

Le 15 septembre est la prochaine date de mobilisation « contre la loi travail et son monde ». On ne sait pas bien si cette date est préparée comme il le faudrait par les organisations syndicales, mais il est sûr que cette rentrée s'annonce comme une rentrée de luttes: le 6 septembre, les salariés de SFR lutteront contre les 5 000 destructions d'emploi prévues, le 27 septembre puis le 19 octobre se tiendront les procès des salariés d'Air France puis de Goodyear. Dans quelques endroits, les Nuits Debout ont continué cet été et reprennent en cette rentrée. Le 1^{er} octobre, une manifestation aura lieu contre le « rafistolage du parc nucléaire français », et le 8 octobre, la mobilisation contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes continue... Ce jeudi 15 septembre sera donc le moment de rassembler toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec ces politiques. Il ne s'agira pas de témoigner, de seulement retrouver les militantEs les plus radicaux, mais bien de construire une mobilisation de masse. Si les centaines de milliers de personnes mobilisées au printemps n'ont pas suffi, c'est qu'il faut se mobiliser par millions. Si les grèves à la SNCF et dans les raffineries n'ont pas suffi, c'est qu'il faut une grève générale!

Antoine Larrache

SYRIE

Escalade militaire sur fond diplomatique

Vendredi 26 août, les médias ont annoncé la chute de la ville de Daraya, à proximité de Damas, entre les mains du régime après un accord permettant l'évacuation d'environ 700 combattantEs et 3 000 civils vers Idlib, au nord-ouest du pays. La chute de Daraya est un coup dur pour les révolutionnaires syriens, alors qu'Alep est aussi sous forte pression.

La capitulation de Daraya la rebelle, symbole de la révolution populaire, vient après quatre ans de blocus meurtrier et de bombardements quotidiens qui ont rasé la ville et toutes ses zones cultivables. Le choix du régime pour l'évacuation des combattantEs n'est pas anodin: habitantEs de la ville, ils appartiennent à la résistance populaire ASL, ni jhadistes ni salafistes, et le régime les envoie dans les griffes de Jabhat al-Nusra qui contrôle Idlib.

La deuxième ville de Syrie, Alep avec les quartiers est de la ville libérés du joug d'Assad, a été encerclée mi-juillet par les forces du régime avec l'aide russe. La contre-offensive d'une coalition dirigée par deux groupes djihadistes (Jabhat al-Nusra, qui a changé son nom en « Fateh Al Sham », et Ahrar al-Sham) a pu ouvrir une petite brèche non sécurisée dans ce blocus, mais dans le combat d'Alep, ce sont les civils des deux secteurs, en particulier dans

les quartiers est de la ville, qui sont les premières victimes...

Le jeu d'Erdogan

Au même moment, les forces militaires du gouvernement AKP turc, avec la participation de groupes armés syriens, ont déclenché une opération militaire au nord pour enlever à Daesh la ville frontalière de Jarablus. L'objectif déclaré de cette opération est, selon les déclarations du gouvernement AKP, de

repousser Daesh du nord et d'empêcher les forces kurdes, YPG et ses alliés arabes (Forces de la Syrie démocratique - FSD), de lier les territoires des deux cantons nord-est de Rojava avec celui du nord-ouest. Daesh ayant été chassé de Jarablus, la Turquie concentre maintenant ses attaques contre les forces kurdes pour faire avorter tout tentative d'autonomie kurde en Syrie, ce qui constituerait une base de soutien et un exemple à suivre pour les Kurdes en Turquie même. Mais Erdogan souhaite aussi confirmer sa position comme puissance régionale incontournable en Syrie, après sa réconciliation avec la Russie de Poutine et sa négociation avec l'Iran qui l'ont amené à revoir sa position

BIEN DIT

Ces décrets n'améliorent pas la situation sécuritaire. Ils tendent au contraire à alimenter l'intolérance religieuse et la stigmatisation des personnes de confession musulmane en France, en particulier les femmes.

Communiqué du HAUT-COMMISSARIAT DE L'ONU AUX DROITS DE L'HOMME du mardi 30 août, à propos des arrêtés anti-burkini pris par certaines municipalités françaises.

Un monde à changer

L'ANTIRACISME N'A PAS DE COULEURS... Zhang Chaolin, commerçant d'origine chinoise, est mort le 7 août dernier à Aubervilliers (93) après une agression. Trois hommes voulaient voler le sac d'un ami, lui aussi d'origine chinoise. Répandus depuis des années dans le quartier de Belleville à Paris, les vols avec violence visant la communauté chinoise à Aubervilliers auraient triplé en un an. Un sentiment d'insécurité se répand parmi les personnes d'origine asiatique de Paris : les agresseurs semblent ne pas faire distinction entre les Chinois, les Vietnamiens et les Cambodgiens. Plusieurs manifestations ont eu lieu en banlieue et à Paris même.

« Ce ne sont pas forcément des agressions racistes », dit Tamara Lui, présidente de l'association Chinois de France - Français de Chine, mais elle précise : « il y a aussi un certain nombre de préjugés sur les Asiatiques, de racisme, de méconnaissance. Et cela alimente certaines agressions. On agresse des Chinois parce qu'on pense qu'ils ont du liquide (...). Les Asiatiques semblent

pour certains ravisseurs représenter des proies faciles en raison de leur corpulence, de leur discrétion. On pense qu'ils ne portent pas plainte. Il est vrai que certains n'ont pas de papiers. Tout cela est lié à l'histoire de ces personnes, à la façon dont elles ont immigré, à la barrière de la langue aussi. »

On peut aussi relever que sur les réseaux sociaux se manifestent fantasmes et haine antichinoise. Ce climat est propice à tous les raccourcis, et alimente tous les replis et les divisions. Il ne sert à rien de disséquer les agressions, entre celles relevant de motifs crapuleux ou du racisme. La fragmentation des communautés est de l'intérêt des dominants. La haine du voisin qui ne vit pas comme vous et réussit un peu mieux est propice à tous les égarements.

Il y a quelques années, de nombreux Asiatiques ont participé aux manifestations des sans-papiers. Négliger aujourd'hui les violences dont sont victimes les « Chinois » serait une grave erreur pour les antiracistes.

GAUCHE

Toujours plus de candidats... mais pour faire quoi ?

L'été aura vu la multiplication des candidatures prétendant incarner une alternative à gauche en vue de la présidentielle de 2017.

En quelques jours, ce ne sont pas moins de trois anciens ministres de Hollande qui se sont lancés : Benoît Hamon, Arnaud Montebourg et Cécile Duflot. Ces trois candidatures s'ajoutent à celle de Jean-Luc Mélenchon, candidat « insoumis » et « hors parti » depuis le mois de février, et celles de Marie-Noëlle Lienemann et Gérard Filoche, militants de l'aile gauche du PS et candidats à la primaire de celui-ci. Plusieurs de ces candidatures ont un même leitmotiv : tirer à boulets rouges sur le quinquennat de Hollande... qu'ils ont pourtant accompagné.

Crises internes

La multiplication des candidatures « socialistes » est le symptôme supplémentaire d'une décomposition accélérée de la famille social-démocrate française et illustrent une fois de plus la crise profonde qui travaille le PS. Mais, cela dit, nous sommes assez loin de la rupture puisque, pour la plupart, elles s'inscrivent dans le cadre de la primaire de « la Belle Alliance populaire » qui, selon



Quand ils étaient ministres... DR

Cambadélis, « poussent à la fragmentation mais poussent aussi, à la fin, à l'union »... derrière Hollande.

Le pari de Benoît Hamon est, si Hollande ne se présentait pas, de rassembler l'aile gauche du PS. Et si Hollande se présente, il se voit comme son premier opposant... et pourquoi pas comme le futur secrétaire du PS après 2017 ! Quand à Arnaud Montebourg, qui a simplement annoncé à Frangy, le 21 août dernier, sa candidature sans faire référence à la primaire de son parti, il semble vouloir se présenter seul car il lui « sera impossible de soutenir Hollande ». Une façon de ne pas avoir à tirer les bilans de ses deux années de « redressement (im) productif » au gouvernement...

Chez les écologistes, à la suite du désistement de Nicolas Hulot, la primaire interne s'est imposée.

Traumatisée par l'expérience de 2011, Cécile Duflot n'en voulait pas... mais a cependant décidé de s'y soumettre « parce que l'écologie est une cause trop importante pour que sa défense soit absente des enjeux d'une élection qui peut fixer le cap de notre pays pour les années à venir »... Elle y affrontera les députés européens Yannick Jadot, Michèle Rivasi et Karima Delli, eux aussi critiques de la politique gouvernementale. Mais pour faire quoi d'autre ?

Quelle alternative ?

Seul Jean-Luc Mélenchon voit un atout dans la multiplication de ces candidatures, en particulier celle d'Arnaud Montebourg : « Avec sa candidature, après celle de Benoît Hamon et de Marie-Noëlle Lienemann, la scène n'est

plus uniquement occupée par des libéraux qui se concurrencent dans les surenchères droitières et ethnocistes », écrit-il. Est-ce vraiment le cas ?

En effet, on aura peu entendu ces candidats, y compris Mélenchon, s'opposer réellement aux arrêtés anti-burkinis cet été. Et comment interpréter la candidature de Montebourg quand il se dit « socialiste » mais « pas seulement », fait un clin d'œil au gaullisme historique, cajole un PCF encore sensible au discours national du « produisons français » et défend tout au long de son discours de Frangy un « rassemblement national » ?

Bref, le point commun de toutes ces candidatures y compris celle de Mélenchon, c'est qu'elles sont loin, très loin, d'être des candidatures de rupture avec le système. Pourtant, au vu du contexte, c'est bien d'une candidature qui défend jusqu'au bout les intérêts des exploités et des opprimés dont nous avons besoin : pour imposer des mesures immédiates répondant aux besoins sociaux, pour combattre le capitalisme et tous ses maux – productivisme, autoritarisme, racisme et sexisme, impérialisme – pour redonner de l'espoir et reconstruire une perspective émancipatrice. C'est ce que défendra Philippe Poutou, le candidat du NPA dans cette campagne.

Sandra Demarcq

concernant le régime, acceptant la présence du dictateur Assad dans la période de transition...

De son côté, le régime d'Assad avait anticipé ce revirement turc, attaquant les positions kurdes des YPG dans la ville de Al-Hasakah, au nord-est du pays, une semaine avant l'intervention turque, en qualifiant les forces kurdes en Syrie d'« agents du PKK ». Cela montre à nouveau, si besoin est, que toute illusion des forces révolutionnaires sur le « soutien » des dictatures ou des puissances régionales ou impérialistes à leur lutte de libération est vaine.

Les puissances marchent sur le dos des Syriens

Un accord entre les puissances impérialistes (USA, Russie) et les puissances régionales (Turquie, Arabie saoudite, Iran), est en train d'être trouvé pour une « solution politique »

permettant de reproduire l'ancien régime en intégrant quelques éléments de l'opposition bourgeoise. Cette convergence conjoncturelle d'intérêts des prédateurs impérialistes pour imposer « une solution politique » au peuple syrien se trouve cependant confrontée à plusieurs défis : la guerre de Daesh contre le monde entier, « la guerre civile » avec et entre les autres forces armées réactionnaires (Jabhat al-Nusra, Ahrar al-Sham...), et la dynamique du mouvement de libération nationale kurde...

Mais le plus grand ennemi, à la fois de la dictature, des prédateurs impérialistes et des forces réactionnaires, est le mouvement populaire dans les zones « libérées », qui bien qu'affaibli reste vivant, ainsi que le potentiel immense de contestations et de colères populaires, pour la démocratie et la justice sociale dans ce que le régime appelle « la



Daraya évacuée dans la douleur... DR

Syrie utile » (c'est-à-dire les zones sous contrôle du régime où vivent la majorité de la population)...

L'aspiration à l'émancipation, ainsi que la dynamique révolutionnaire pour le plus profond et radical

changement politique et social en Syrie sont toujours à l'ordre du jour des classes populaires arabes et kurdes, aujourd'hui et dans les années à venir.

Gayath Naisse

Le chiffre

90 milliards

C'est, en dollars, le montant de la fortune de Bill Gates, l'homme le plus riche du monde. À lui seul, il pèse à présent 0,5 % du PIB américain, la moitié de celui de la Grèce ! Depuis le début de l'année, sa fortune a augmenté de 6,2 milliards. Amancio Ortega, le créateur de Zara, a, lui, amassé une fortune de 76,5 milliards. Avec 66,9 milliards, Warren Buffett reste (bon) troisième...



Agenda

Mardi 6 septembre, mobilisation contre la répression, Strasbourg.

Rassemblement de soutien et de solidarité avec Burak Sayim, militant contre la loi travail, à partir de 8 heures au Tribunal de grande instance, 1, quai Finkmatt.

Du vendredi 9 au dimanche 11 septembre, Fête de l'humanité, La Courneuve.

Comme chaque année, le NPA y tiendra un stand.

Jeudi 15 septembre, journée de grève et de manifestation pour l'abrogation de la loi travail.

À SUIVRE SUR www.npa2009.org

NO COMMENT

Il y a à Saint-Denis, par exemple, 135 nationalités, mais il y en a une qui a quasiment disparu...

Le futur président de la Fondation pour l'islam de France, JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT, sur France Inter lundi 29 août, sous-entendait la disparition de la nationalité française dans cette ville du 93...

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

CORSE La spirale infernale et raciste

Les faits qui se sont déroulés au départ sur la commune de Siscu, dans le cap Corse, ont pris une tournure d'événement dépassant le strict périmètre de la commune. Comme dans un séisme, les répliques font parfois plus de dégâts que le choc initial. Car choc il y a eu.

Du comportement imbécile et violent d'une poignée de personnes qui n'entendaient pas partager un espace public, pour l'occasion un morceau de plage (elle-même située dans une crique aux petites dimensions), tout a basculé en quelques heures, et la peur a pris le dessus. C'est cette même peur qui, à l'origine, fait que des adolescents appellent à la rescousse des parents. Les auteurs de l'agression initiale se sont montrés violents et menaçants et les conséquences de leurs actes auraient pu être encore plus dramatiques, d'abord pour leurs victimes puis pour eux. En prenant un arrêté anti-burkini, le maire socialiste de la commune a fait monter d'un cran la psychose collective. Ses craintes? D'abord que les plages de sa commune se transforment en lieu de prosélytisme pour des islamistes radicaux. Or il n'y a jamais eu la moindre connotation politico-religieuse dans le comportement des auteurs des premières violences. Que tout cela dégénère, avec des lynchages en toile de fond? Soit. Mais sa mesure n'a fait qu'empirer les choses, permettant ainsi à une poignée de néofascistes de chauffer à blanc un public déjà très réceptif via les réseaux sociaux en s'engouffrant dans la brèche ainsi ouverte.



À Lupinu, à Bastia le 14 août, de la colère au racisme... DR

Parades xénophobes

Car ce sont bien ces derniers qui sont à l'origine de la manifestation, elle aux motivations ouvertement racistes, qui s'est déroulée au sein du quartier populaire de Lupinu, à Bastia. Lieu, où résident les agresseurs, mais plus largement des personnes issues de l'immigration, elles véritables cibles et suspectes de tous les maux au yeux des manifestantEs dont les slogans étaient plus qu'évocateurs: « On est chez nous ! » ou « Arabi fora ! » (« les Arabes dehors ! »). La similitude avec les événements qui se sont déroulés dans le quartier des Jardins de l'empereur à Ajaccio au mois de décembre dernier est à ce titre indiscutable. La parole xénophobe s'exonère désormais de toute précaution et prend une dimension politique dans un climat marqué par l'islamophobie et les images terribles des meurtres de masse de Paris et de Nice. Au-delà des événements de la plage de Siscu dont il ne faut en rien minimiser la gravité, celles et ceux qui militent sous des formes variées contre le racisme et la xénophobie ne sont pas surpris. Comme ne sont pas étonnés les militantEs politiques qui, luttant depuis des années contre ce système capitaliste, dénoncent, au-delà des images des catalogues touristiques, un taux de chômage aussi record qu'endémique et l'existence de plus de 50 000 personnes vivant au dessous du seuil de pauvreté (pour quelque 320 000 habitantEs...), femmes, jeunes, Corses et immigréEs en constituant la quasi-totalité. Tous les ingrédients sont donc réunis pour que le populisme, antichambre de la facho-sphère, gagne toujours plus de terrain... C'est le mouvement nationaliste corse qui, dans sa diversité, est seul aujourd'hui en capacité de bloquer cette machine infernale. Encore faut-il que les courants majoritaires en son sein, rompent avec cette autonomie d'essence libérale sur laquelle ils campent aveuglément.

Pour la Manca, il n'y a pas de solutions miracles: la bataille est politique et idéologique. Seules des ruptures franches avec le capitalisme et cet État sont susceptibles de dessiner les contours d'une alternative autre que le tout-sécuritaire, l'austérité, et cet impérialisme morbide qui menace toute l'humanité.

A Manca

DROITE Sarkozy, président du FN?

Alors que les candidats à la primaire de la droite et du centre seront validés le 9 septembre, Sarkozy a annoncé officiellement sa candidature en fanfare raciste et xénophobe.



La course à l'échafote 100% réac et raciste... DR

Difficile de dire aujourd'hui combien il y aura au final de candidats à cette primaire qui auront réussi à rassembler les parrainages de 20 parlementaires, de 230 élus locaux venant de 30 départements et de 2500 militantEs. Fillon, Le Maire, Juppé et Sarkozy, mais c'est moins évident pour Copé, Mariton, et les anciens fidèles de Sarko qu'étaient NKM, Guaino ou Lefebvre. Mais ce qui est sûr, au vu de la rentrée des uns et des autres, c'est que la primaire va se jouer sur la droite extrême et plutôt dans les caniveaux. Sarkozy – mais il ne sera pas le seul – a choisi de concurrencer le Front national sur son propre terrain de la démagogie xénophobe et raciste, tout en avançant un programme économique ouvertement ultra-libéral et susceptible de plaire au Medef, à la différence de celui du FN parce qu'il ne remet pas en cause l'euro.

Tout pour le Medef...

Après « quatre années de mensonge et d'immobilisme », les Français, écrit Sarkozy dans son livre *Tout pour la France* qui vient de paraître, sont « prêts à accepter des

remises en cause et des avancées inimaginables par le passé ». Et Sarkozy de faire sien le mot d'ordre du groupuscule d'extrême droite Génération identitaire, « on ne recule plus ».

Licenciements économiques facilités et plafonnement des indemnités de licenciements, réduction du nombre de représentants du personnel, suppression du compte pénibilité, liberté de « chaque entreprise » de « déterminer librement le temps de travail de ses salariés » ainsi que le seuil de déclenchement des heures supplémentaires, « dégressivité des indemnités de chômage », recul de l'âge légal de départ en retraite à 63 ans en 2020 et 65 ans en 2025, suppression de 300 000 postes dans la fonction publique où le temps de travail passerait à 37 heures payées 37... Un véritable programme de combat contre les travailleurs.

Et, pour les patrons et les riches, le jackpot. Des baisses d'impôts

et des exonérations de cotisations sociales sont au programme de tous les candidats de la primaire mais avec Sarkozy, c'est encore mieux. Il promet entre autres choses la disparition des droits de succession pour les héritiers en ligne directe jusqu'à 400 000 euros, la pérennisation du CICE (contrat initiative-compétitivité-emploi) et le doublement de son montant, et surtout de pouvoir choisir « l'instauration d'un prélèvement forfaitaire libératoire au taux unique de 26% tout compris » (y compris les 15,5% de prélèvements sociaux) sur les dividendes, les intérêts et les plus-values mobilières, ce qui aboutirait à un taux d'imposition de 10,5% seulement.

... et pour tenter d'occuper la place du FN

Sur le terrain de l'immigration, Sarkozy a largement pillé le Front national en promettant une « baisse drastique de l'immigration » par

l'arrêt de l'immigration économique et la suspension du regroupement familial. Il veut durcir les conditions d'accès à la nationalité française et réclame, pour un renforcement des frontières intérieures de l'UE, un nouveau traité de Schengen. Même chose sur le terrain sécuritaire, en particulier au nom de la lutte contre le terrorisme. Il faudrait selon lui « placer dans centre de rétention fermé, ou assigner à résidence sous surveillance électronique, les individus français fichés et susceptibles de constituer une menace pour la sécurité nationale ».

Tout comme ses rivaux même s'ils s'en défendent, Juppé disant par exemple qu'il ne veut pas d'un « Guantanamo à la française », Sarkozy fait feu sur l'islam. « Radical et politique », ajoute-t-il en bon hypocrite, mais ses propos sont très clairement discriminatoires à l'égard des musulmans. Il n'a pas manqué de se saisir de l'affaire du burkini pour clairoonner qu'il souhaitait une loi pour interdire tout « signe d'appartenance extérieure à la religion dans notre pays ». Sauf certainement – comme Philippot ou le maire de Béziers, Ménard – les processions religieuses et les cornettes des religieuses catholiques... Il veut supprimer les menus de substitution dans les cantines scolaires et interdire le port du voile à l'université.

La bataille pour savoir qui, du FN ou des Républicains, dirigera la droite extrême en train de se constituer, est d'ores et déjà engagée.

Galia Trépère

BURKINI Un scandale pour rien?

Cet été, plusieurs mairies de villes balnéaires ont pris des arrêtés interdisant le port du burkini, un vêtement de plage couvrant l'intégralité du corps à l'exception du visage, des mains et des pieds. Les maires de Cannes, Nice, Leucate... de sept communes en tout, ont chargé la police de contrôler la tenue de femmes, leur demandant de se déshabiller sous peine d'amende...

Dans les faits, cet arrêté a permis à la police de contrôler les femmes présumées musulmanes: en plus du port du burkini, le port du hijab était aussi verbalisé. Les contrôles ne semblent pour le moment pas avoir eu un caractère massif, mais « l'affaire » a fait grand bruit. Des déclarations des maires à celles de Valls en passant par Fillon et Copé, les arguments se recoupaient: c'est pour éviter les troubles à l'ordre public et pour préserver le vivre ensemble que l'on chasserait des femmes des plages. Comment quelques femmes portant un vêtement qui ne diffère pas beaucoup d'une tenue de plongée seraient la source d'un trouble à l'ordre public?

On aurait pu croire « l'affaire » terminée, le Conseil d'État invalidant un des arrêtés municipaux après les actions juridiques du CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France) et de la LDH, ce qui fera ensuite jurisprudence. Mais des pas ont été franchis cet été. Un premier, idéologique: le maire de Cannes ayant pris le premier arrêté déclarait vouloir interdire « les tenues ostentatoires qui font référence à une allégeance à des mouvements terroristes qui nous font la guerre ». Le lien est fait entre le port d'une tenue relevant de la pratique de l'islam et le terrorisme. Une déclaration de cet élu des Républicains soutenue par le



Premier ministre: « Le burkini n'est pas un signe religieux, c'est l'affirmation dans l'espace public d'un islamisme politique. » En janvier 2015, après les attaques de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher, tous les responsables politiques de droite comme de gauche mettaient en garde contre les amalgames entre musulmanEs et

terroristes. Ce n'est manifestement plus d'actualité...

Les femmes premières visées

Et ce pas, idéologique, a des conséquences, justifiant la violence et l'exclusion. Les événements en Corse, le renvoi de deux jeunes femmes musulmanes d'un restaurant à

Tremblay (93) sont l'illustration de ce qui se produit quand des politiciens légitiment l'islamophobie. Mais ce qui est marquant, c'est le silence et le laisser-faire qui entourent ces actes: pas d'indignation de baigneurEs quand on demande à une femme de se déshabiller, pas de soutien pour les deux jeunes femmes humiliées publiquement dans le restaurant de Tremblay...

C'est bien là le résultat attendu des politiques racistes et islamophobes: gagner la majorité blanche de la population à la peur, à la défiance, voire à l'action violente contre un « ennemi intérieur ». Après quatre mois de lutte contre le gouvernement et sa loi El Khomri, ce même gouvernement tente de détourner la colère des classes populaires vers les musulmanEs.

Les conséquences sont graves: la stigmatisation, l'exclusion et la violence contre plus de 4 millions de personnes. Les femmes sont en première ligne, visées par les arrêtés anti-burkini comme par les lois sur le port du hijab ou de la burka. Le CCIF recense que 80% des actes islamophobes ont pour victimes des femmes.

Pourtant, la solidarité se construit. Le CCIF est en première ligne dans le soutien aux victimes et dans la lutte juridique contre les arrêtés islamophobes. Le NPA a choisi de s'inscrire dans cette solidarité en manifestant à Leucate contre ces arrêtés et pour la condamnation des maires qui les ont pris. Un rassemblement « beach party » a aussi eu lieu à Londres, devant l'ambassade de France. Cette solidarité doit se renforcer, nous devons nous organiser pour qu'aucun acte islamophobe ne soit laissé sans réaction.

Lucien Soufyene

Mais il n'a pas fallu longtemps pour voir la véritable raison qui se camoufle derrière cette opération. Même le nom de l'opération, « Bouclier de l'Euphrate », dit ouvertement l'intention du gouvernement turc dans cette opération militaire. Dès le premier jour de l'opération, tant les autorités turques que celles des États-Unis ont ouvertement appelé les unités de protection du peuple kurde, l'YPG, branche armée du PYD, l'organisation des kurdes en Syrie, à se déplacer à l'est de l'Euphrate.

Alors qu'il n'y a aucun compte rendu officiel sur des affrontements avec Daesh censé être pourtant la cible principale de cette opération militaire, le compte twitter de l'opération « Bouclier de l'Euphrate » permet d'accéder à de nombreux reportages et photos qui montrent les combats que l'armée turque et l'ASL mènent... contre les unités de protection du peuple kurde, l'YPG et la coalition des forces démocratiques syriennes du FDS. Dans les faits, les seuls visés par cette opération militaire sont bien les forces de protection du peuple kurde, l'YPG.

Une transition avec Assad

Le nouveau Premier ministre de la Turquie a également commencé à parler d'une transition en Syrie avec Assad, ce qui est un grand changement dans la politique du gouvernement de l'AKP vis-à-vis de la Syrie. Il parle aussi maintenant de la protection de l'intégrité territoriale de la Syrie, ce qui signifie clairement que la Turquie ne veut pas d'un contrôle kurde dans le nord de la Syrie, ce qui entraînerait un corridor contrôlé par les forces kurdes dans le sud de la Turquie. Envisager une transition avec Assad est aussi un changement important dans la politique du gouvernement

TURQUIE Sans contestation, Erdogan s'en va-t-en guerre

Le 24 août 2016, le gouvernement turc a annoncé avoir traversé la frontière syrienne et organiser une opération militaire en collaboration avec des groupes de l'ASL pour « libérer » la ville de Djerablous de l'emprise de Daesh...



turc. Il est donc prévisible que la Turquie voudra obtenir en échange de ce changement de politique quelque chose de la part de l'Iran et de la Russie. Et des négociations vont certainement s'engager, passant par-dessus la vie des populations de Syrie. Voici la raison du silence de la Russie devant cette opération militaire. Même le régime syrien n'a fait que des déclarations très modérées contre l'intervention militaire de la Turquie. Et la Russie vient de déclarer que le gouvernement turc devrait coordonner ses efforts avec le gouvernement syrien. C'est un changement d'autant plus significatif que jusqu'à présent les forces

aériennes turques n'étaient pas autorisées à survoler le territoire syrien, en particulier depuis la destruction de l'avion russe par l'armée turque en novembre 2015. Mais depuis, un accord semble donc avoir été trouvé entre la Russie et la Turquie.

Vers une présence militaire turque permanente

À moyen et long terme, même si toutes les intentions de la Turquie ne sont pas connues, il est clair que toute cette opération a été coordonnée avec la Russie et les États-Unis. Le but principal de la Turquie est d'établir une forme de contrôle dans cette zone géographique afin

d'éviter sur ces mêmes territoires un contrôle des forces kurdes et de la coalition des forces démocratiques syriennes. À moyen terme, il s'agit donc de mettre en place une présence militaire permanente s'appuyant si nécessaire sur l'ASL. Pour les États-Unis, c'est pour le moment un jeu difficile car ils essaient de maintenir un équilibre entre deux de leurs alliés dans la région : la Turquie et l'YPG.

Alors que ces événements se déroulent, il n'y a malheureusement pas en Turquie de voix forte pour la paix ou contre cette intervention militaire. Après la tentative ratée de coup d'État, l'AKP a réussi à construire un « consensus national » avec presque tous les partis du Parlement (sauf le HDP) afin de « lutter contre le terrorisme ». Ce dangereux consensus s'est étendu au soutien à l'opération militaire en Syrie que le gouvernement turc peut mener sans rencontrer d'opposition.

Alors que la gauche en Turquie est politiquement paralysée depuis de nombreuses années, il n'y a donc presque aucune voix efficace contre l'intervention militaire. Les tensions entre la Turquie alliée à l'ASL et les forces kurdes du YPG vont augmenter et auront des conséquences certaines pour les Kurdes en Turquie. Cela rend encore plus urgent la nécessité de construire un mouvement indépendant pour la paix en Turquie.

D'Istanbul, Eyup Ozer
(Traduit par Jean-Claude Vessillier)

SOMMET EUROPÉEN Vieux mythes et sinistre réalité



Un triumvirat libéral et sécuritaire visiblement content de lui... DR

Fin août, un mini-sommet a réuni Angela Merkel, Matteo Renzi et François Hollande en Italie, sur l'île de Ventotene, lieu symbolique où Altiero Spinelli, journaliste membre du parti communiste, fut déporté par Mussolini et où il écrivit en 1941 son Manifeste pour une Europe unie et libre...

Et c'est de façon tout aussi symbolique qu'ils tinrent leur conférence de presse sur le Garibaldi, porte-avions engagé dans l'opération « Sophia » qui coordonne le contrôle des frontières maritimes contre les migrants. Tout un symbole de leur Europe qui prétendait à la démocratie, au bien-être, à la paix, et à la visage de la pauvreté, des inégalités, du drame des migrants et de la guerre, tout cela alors que la finance y prospère.

Cette réunion visait à préparer le sommet de Bratislava qui aura lieu le 16 septembre... à 27, sans la Grande Bretagne. Leur problème n'est pas de gérer l'après-Brexit puisque celui-ci n'aura pas lieu avant 2019, alors que la City, plus grande place financière mondiale, continue ses prospères opérations. Elle gère 20% des actifs des hedge funds mondiaux, 85% des actifs des hedge funds européens, et héberge 250 banques originaires de 56 pays. Elle est la première place mondiale pour le marché des changes, contrôlant plus de 40% du marché des devises, première aussi pour les crédits bancaires internationaux, les produits dérivés, les marchés des métaux et de l'assurance. Elle assure 60% des mouvements financiers européens. Le vote du 23 juin dernier n'y changera rien!

Faux-semblants

Leur vrai problème, c'est eux-mêmes et les conséquences de leur politique. « Le risque majeur, ça vaut pour l'Europe comme pour les nations, c'est la dislocation, la fragmentation, l'égoïsme, le repli », a déclaré Hollande. Il leur faut bien tenter de donner l'impression qu'ils agissent. « Beaucoup pensaient qu'après le Brexit l'Europe était finie. Ce n'est pas le cas », selon Matteo Renzi. La méthode Coué car ils n'ont pas d'autre politique que d'accentuer celle qui a engendré la crise.

Ils n'ont aucune réponse aux drames des migrants si ce n'est mettre en place d'ici à la fin de l'année le corps européen des gardes-frontières et garde-côtes, renforcer les frontières pour « accueillir ceux qui doivent l'être » selon la formule de Hollande... Pourtant, selon les chiffres fournis en juin dernier par la Commission européenne dans son dernier rapport d'évaluation sur « l'avancement des programmes de l'Union européenne en matière de relocalisation et de réinstallation d'urgence », seulement 2280 demandeurs d'asile arrivés en Italie ou en Grèce ont été répartis dans un autre pays européen. À peine 1,42% de l'objectif décidé en septembre 2015. Les États membres de l'UE, plus la Suisse, s'étaient engagés à accueillir 160 000 migrants d'ici au mois de septembre 2017. On en est très loin, mais c'est encore trop. Et, en Hongrie, avant le référendum du 2 octobre qui vise à refuser cette « obligation », Viktor Orbán a annoncé la construction d'une nouvelle clôture anti-migrants. « Il faut aussi prendre des mesures fortes pour relancer la croissance et lutter contre le chômage des jeunes, et revenir à l'Europe des valeurs, plutôt qu'à celle de la finance », a lancé Matteo Renzi. Hollande a rajouté qu'il « n'est pas acceptable que des grands groupes internationaux puissent dégager des richesses en Europe, et donc des bénéfices, et ne pas être taxés en fonction de ces résultats ».

La continuité de l'hypocrisie et du cynisme...
Yvan Lemaître

BRÉSIL Vers la destitution de Dilma Rousseff

Pendant les jeux Olympiques, la population brésilienne a été en grande partie occupée par le soutien à ses athlètes...

En dépit des craintes, il n'y eut pas de catastrophe et les journaux n'ont plus abordé la question de la progression des cas de contamination dus au virus Zika. Certes, il y a eu des critiques concernant l'organisation des JO au Brésil, les dépenses et les déplacements de population pour permettre des travaux, mais, excepté le premier jour, il n'y a pas eu de grande manifestation populaire. Les seules manifestations furent celles contre la destitution de Dilma Rousseff et contre le président par intérim Michel Temer, et non contre les JO.

Les plus importantes manifestations ont donc eu pour objet l'opposition à Michel Temer. En raison du protocole, celui-ci a été obligé de participer à l'ouverture des JO... mais il ne voulait pas que sa présence soit annoncée ni même y faire de discours. Il n'a pas pu se dérober et a dû déclarer l'ouverture des Jeux. Il est alors arrivé ce qu'il craignait : il a été copieusement hué. Le Comité olympique a bien tenté d'interdire les pancartes et les tee-shirts portant des inscriptions politiques – comme « Dehors Temer ! » – mais ceux-ci furent finalement autorisés par décision judiciaire.

Une fois les JO terminés, le pays est entré en campagne électorale pour les élections municipales (premier tour le 2 octobre). C'est dans ce contexte qu'a commencé

la phase finale du procès de destitution de la présidente Dilma Rousseff. Le vote définitif au Sénat était attendu pour le 29 ou le 30 août et tout indique que la majorité des deux tiers nécessaire pour la destitution de Dilma Rousseff sera atteinte. D'autant plus que, comme le rapporte la presse, le gouvernement par intérim a « convaincu » des sénateurs indécis... en leur attribuant des subventions leur permettant de réaliser leurs projets.

Lâchée par le PT...

On ne s'attend pas à ce qu'il y ait d'importantes manifestations dans les jours qui viennent, même si il est certain qu'il y aura des protestations. La population suit ces événements avec une certaine indifférence. Des sondages indiquent qu'une majorité de plus de 60% est favorable à la tenue de nouvelles élections, et ne veut ni de Rousseff ni de Temer. Cependant, cette majorité ne semble pas prête à se mobiliser. Même si plus de la moitié de la population est opposée au gouvernement Temer, le nombre de ceux qui ne veulent pas le retour de Dilma Rousseff est encore plus important.

Dilma Rousseff pensait obtenir le soutien de quelques sénateurs en proposant un référendum en vue de l'organisation de nouvelles élections, mais les probabilités d'y parvenir sont proches de zéro.

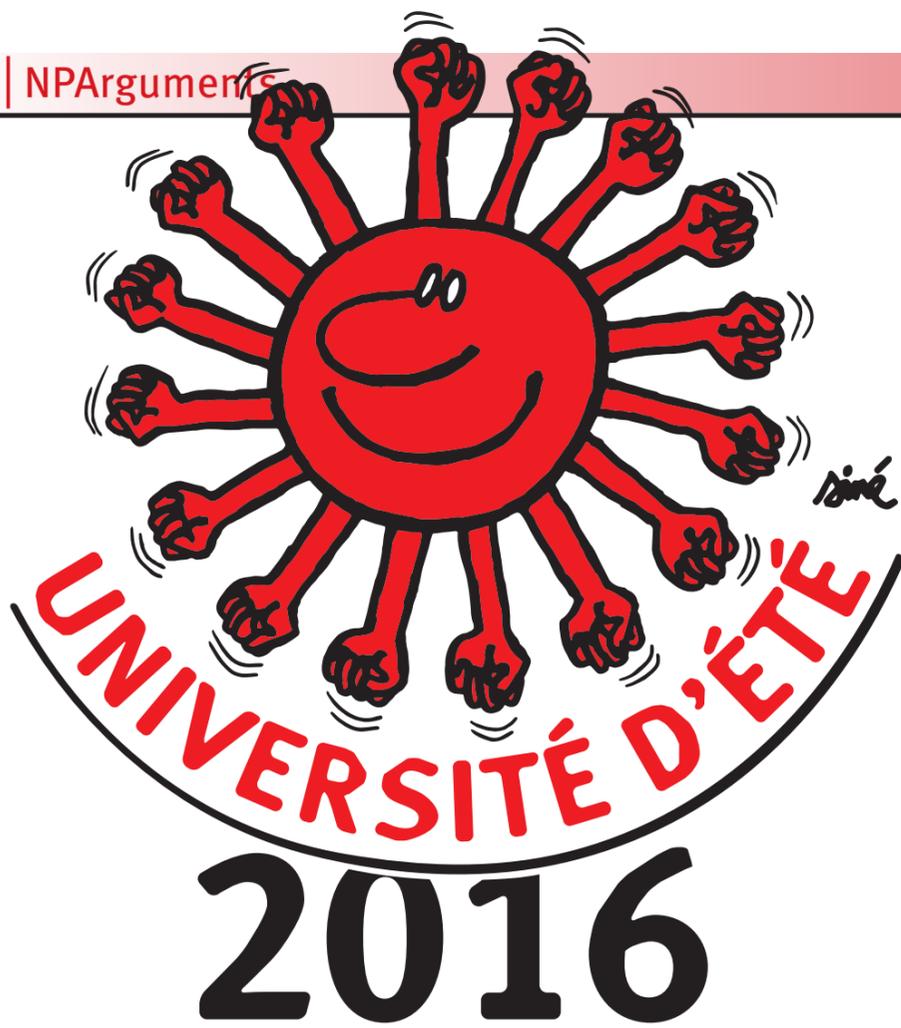


Une pancarte contre Temer dans les tribunes des JO, le 4 août dernier. DR

Même le PT s'oppose à cette proposition. L'argument officiel est que le mandat de Dilma Rousseff est légitime et ne doit pas être écourté, mais tout indique qu'en réalité la majorité du PT a renoncé à lutter sérieusement pour barrer la route au gouvernement Temer. Le PT estime qu'en cas d'élections présidentielles anticipées le résultat serait désastreux pour lui. Il espère qu'en 2018, date prévue pour la prochaine élection présidentielle, son discrédit sera moindre et celui du gouvernement Temer croissant, permettant ainsi à Lula de gagner les élections... Si toutefois celui-ci n'est pas dans l'impossibilité de se présenter à cause des procès en cours pour corruption.

En fait, ce qui préoccupe actuellement le PT, ce sont les élections municipales, car ces dernières années, ses candidats font alliance dans la grande majorité des municipalités avec les partis de droite... y compris avec ceux qui ont demandé la destitution de Dilma Rousseff. Si Michel Temer est confirmé comme président après la destitution de Dilma Rousseff, il espère, après les élections municipales, faire voter au Congrès ses projets les plus impopulaires. Par conséquent, des luttes et mobilisations de masse contre son gouvernement sont à venir. Le contexte n'est pas facile mais la lutte continue.

De São Paulo, João Machado
(Traduit par E.L. et A.S.)



LA MEILLEURE FAÇON DE PRÉPARER NOTRE RENTRÉE

Du 23 au 26 août, le « traditionnel » rendez-vous de rentrée du NPA a réuni cette année près de 700 participantEs, soit plus que les deux éditions précédentes. Un succès et une très bonne nouvelle qui augure, espérons-le, une rentrée combative.

Dans ce cadre, le mouvement contre la loi travail aura évidemment occupé une place de choix dans nos ateliers de discussion ou lors du meeting de rentrée du NPA, mardi soir. Mais c'est aussi un large éventail de thèmes qui ont aussi été abordés par les différents intervenantEs membres du NPA ou par nos invitéEs.

Ils étaient là...

François Ruffin, rédacteur en chef de *Fakir* et réalisateur du film *Merci patron!*, était bien présent : outre une salle comble qui a salué son maintenant célèbre film, nous avons aussi pu échanger avec lui de nos propositions politiques respectives. Ce débat doit continuer. Journaliste et cofondateur de *Media-part* que l'on ne présente plus, Edwy Plenel s'est livré devant près de 200 personnes à un brillant exposé, fustigeant en particulier la politique de l'actuel gouvernement et ses innombrables renoncements. Sophie Bérout a mis en perspective les grandes évolutions du syndicalisme français et montré les nombreux pièges tendus par la mise en œuvre de la loi travail qui pourrait durablement remodeler les pratiques syndicales. Accompagné de Philippe Julien, ex-salarié de PSA Aulnay, la réalisatrice

Françoise Davisse a présenté son film documentaire *Comme des lions* dans une chaude ambiance, au sens propre comme figuré...

Auteur de l'ouvrage *le Profit déchiffré*, l'économiste Christophe Darmangeat nous a présenté un exposé très pédagogique constituant une véritable mise en accusation du système capitaliste. Et bien évidemment, à tous ces noms, il faut ajouter ceux des militantEs et amiEs du NPA qui ont aussi pris la parole lors de cette université d'été : Ludivine Bantigny, Julien Salingue, Michael Löwy, Philippe Blanchet, Manuel Cervera-Marzal, Ugo Palheta, différents membres de la direction et animateurEs de commissions nationales du NPA, ainsi que bien évidemment nos porte-parole qui se sont exprimés lors du meeting.

Do you speak anticapitaliste?

En compagnie de nos invitéEs internationaux, notre université d'été aura aussi permis de faire un petit tour hors de nos frontières. Cette année, la question européenne a occupé une place de choix, en particulier dans le cadre de la plénière qui a réuni dans une salle comble Fred Leplat (Socialist Resistance - Grande-Bretagne / « Another Europe is possible »), Joseph Choonara (Socialist Workers

Party - Grande-Bretagne / « Lexit »), Roman Sierra (député d'Aragon / Anticapitalistas - Podemos) et notre camarade Christian Varin. Des intervenants qui sont aussi revenu dans les ateliers sur les conséquences du Brexit britannique ou sur les défis de Podemos. Mais, venus d'outre-Atlantique, était aussi présents à Port-Leucate Stálin Pérez Borges (militant syndical et politique - Venezuela) et Joanna Misnik (Solidarity - USA) que l'on peut retrouver en interview dans cet hebdomadaire.

Inventaire...

Et puis, il y avait tout le reste dont il est bien difficile de rendre compte ici de façon exhaustive : un débat devant une grosse centaine de participantEs autour des perspectives politiques à construire suite au mouvement (avec la participation de représentants d'Ensemble, du PCF et d'Alternative libertaire) ; un retour sur 1936 avec cinq séances de formations / débats consacrées au Front populaire en France, à la révolution espagnole et au développement de la lutte des classes aux USA ; un mini-cycle consacré à la question de l'énergie ; près de 200 personnes pour discuter autour de la domination par les mots et par la langue ; les nouvelles mobilisations féministes ; les conséquences politiques des attentats ; les questions de « négritude » et de « blanchité » interrogées ; les rencontres de La Brèche avec des auteurs ; des travaux pratiques pour manger autrement ou aller décrocher des parrainages de maires ; et puis aussi l'état d'urgence, les seíns, Jack London, Black Lives Matter, le revenu de base, la vaccination, etc. Vous l'aurez compris, cette année encore, le programme de l'Université d'été du NPA, c'était fromage et dessert. À l'année prochaine!

Commission université d'été

Voir ces pages 6 et 7, ainsi que les pages 10 et 12 toutes consacrées à notre université d'été.



Une université d'été studieuse et attentive, aussi! PHOTO:THÈQUE ROUGE/JMB

UNION EUROPÉENNE APRÈS LE BREXIT

L'Université d'été du NPA donne toujours une grande importance à la compréhension des dynamiques internationales et aux tâches des anticapitalistes face à elles. Cette année, le forum internationaliste avait pour titre : « Main de fer de l'Union européenne, Brexit... Comment battre l'austérité et le racisme? ». Un débat riche avec nos invitéEs de Grande-Bretagne et de l'État espagnol, qui se poursuivait dans deux ateliers.

En préambule, on rappelait qu'il y a un peu plus d'un an - en juillet 2015 - l'affrontement majeur entre le peuple grec et les porteurs de l'offensive néolibérale en Europe se résolvait brutalement en deux temps opposés : le premier avec le « Oxi » (Non) des couches populaires grecques au diktat de la troïka (CE, BCE, FMI) dans le référendum convoqué par Tsipras ; le second avec la capitulation de Tsipras et de la direction de Syriza devant ce diktat réaffirmé, et devant tous les suivants depuis, jusqu'à la récente adoption d'une « réforme » inique des retraites qui avait été « la mère des lignes rouges ».

Dans cet affrontement, tout ce qui restait de masque démocratique et progressiste de l'UE volait en éclats. Mais l'isolement du peuple grec et le choix du gouvernement Tsipras constituaient une défaite pour les mouvements sociaux européens, même si la lutte du peuple grec se poursuit. De même, la « crise des migrantEs », suraiguë depuis un an avec son cortège de drames, et l'attitude des institutions et gouvernements européens démontrent l'impasse d'une Europe forteresse et

impérialiste, assumant des idéaux de concurrence et de militarisme plutôt que de développement humain et de solidarité internationale. Ce sont ainsi toutes les extrêmes droites qui sont renforcées. Face aux machines de guerre du capitalisme et de l'UE lancées à toute vapeur, une mobilisation au plus haut point des classes exploitées est nécessaire, imposant des mesures de rupture avec ces politiques et les institutions qui les imposent. Reste à savoir comment!

L'UE: In ou Out?

De ce point de vue, le récent Brexit en Grande-Bretagne a montré la complexité de la situation. Joseph Choonara, dirigeant du SWP de la campagne pour un « Brexit de gauche » (« Lexit »), revenait sur l'importance que signifie pour le mouvement ouvrier l'affaiblissement des institutions européennes produit par le Brexit. Cela explique que la grande majorité de « l'establishment » britannique, politique, financier et médiatique, ait pris position pour rester (le « Remain »). Malgré la campagne dominée par la montée des idées racistes et anti-immigrés, il était selon lui

impossible de laisser entendre que l'Union européenne pourrait être améliorée. Pour le camarade, le champ est ouvert, dans l'approfondissement d'une dislocation de l'UE, pour élargir la brèche vers la gauche radicale plutôt que vers la droite radicale, par l'activisme dans l'unité des forces anticapitalistes et antiracistes.

Membre de Socialist Resistance et de la campagne « Another Europe is possible » pour un « Remain » de gauche, Fred Leplat avançait, lui, que le vote du Brexit tel qu'imposé par la droite du Parti conservateur, était une machine médiatique qui a droitisé de manière marquante la situation politique. Pour lui, le plus important était de mobiliser les couches populaires, les jeunes, contre cette dynamique, pour une campagne de longue haleine antiraciste, contre le chauvinisme et pour la solidarité des peuples dans leurs luttes contre les politiques et institutions européennes comme nationales (pas plus progressistes...).

Pour des convergences internationalistes

Député du Parlement d'Aragon dans l'État espagnol, membre

MOBILISATION CONTRE LA LOI TRAVAIL UN T

Pas moins de huit ateliers de l'Université d'été étaient consacrés à la mobilisation contre la loi travail. Quatre mois et même plus d'actions marquant un retour de la question sociale, après des mois écrasés par les actes terroristes et leur sinistre instrumentalisation par le gouvernement et les partis institutionnels.



CHARMAG

T, LA CRISE EUROPÉENNE EN DÉBAT



À l'extérieur, des échanges au soleil. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

d'Anticapitalistas au sein de Podemos, Roman Sierra a insisté sur la poursuite de la crise économique, sociale et institutionnelle des pays du sud de l'Europe comme le sien. Il est revenu sur l'importance de la question de la dette dans l'offensive violente des institutions financières comme instrument de coercition à tous les niveaux. Pour lui, ce qui est posé aux anticapitalistes est, dans une situation où la conscience des alternatives possibles reste confuse, de faire des pas concrets

pour imposer des mesures de salut social, comme essaient de le faire les militants d'Anticapitalistas. Ainsi, au plan européen, le député européen Miguel Urban s'est battu pour orienter la formulation de « plan B » contre les cadres de l'UE autour de mesures d'urgence sociales, économiques, écologiques, démocratiques et antiracistes qui seraient portées par les mobilisations transfrontalières. Au final, des contributions utiles à la réflexion, qui appellent des

convergences supérieures entre les forces de gauche qui se situent pour une rupture internationaliste avec les institutions européennes. Car il s'agit bien à la fois de rendre crédibles des propositions programmatiques européennes, de discuter sérieusement de questions controversées comme les mots d'ordre de sortie de l'euro ou de l'UE, et surtout d'élever nettement l'action internationale commune!

Christian Varin

OUR D'HORIZON TOURNÉ VERS L'AVENIR

Ainsi, plusieurs ateliers étaient d'abord consacrés à l'évaluation, au bilan (encore provisoire) de la mobilisation. L'atelier sur la « défense critique » du Code du travail a mis en évidence à la fois l'inscription dans le long terme des contre-réformes du droit du travail, un processus engagé précédemment dans plusieurs pays européens, et la volonté affichée de poursuivre toujours plus loin cette régression.

Un mouvement imprévu et particulier

Sur la mobilisation, le premier constat, largement partagé, est celui de son caractère imprévu, même si une lecture attentive de luttes des derniers mois, la colère exprimée contre la condamnation de Goodyear, ou le soutien exprimé aux « tireurs » de chemises d'Air France laissait entrevoir une accumulation de colère, de volonté d'en découdre partagée par de nombreuses équipes militantes, par une frange significative du salariat. Avec des caractéristiques particulières. Tout d'abord, la place importante prise par les structures géographiques (UL, UD, intersyndicales) essayant de dépasser les difficultés de mobilisation dans les entreprises. D'autre part l'apparition des Nuits debout, en partie réfraction de l'éclatement du salariat et en partie recherche de réponses aux questions « stratégiques » sur lesquelles partis et syndicats souffrent d'un profond discrédit.

Le deuxième constat concerne l'engagement de nombreuses équipes militantes à la lutte au-delà des consignes, des rythmes, avancés

par les directions syndicales nationales. Ces équipes, convaincues des profonds reculs qu'imposent la loi travail, se sont engagées dans une lutte exceptionnellement prolongée tout en ayant conscience de l'impérieuse nécessité d'un élargissement, d'un approfondissement du mouvement permettant de hisser le rapport de forces au niveau indispensable au regard de la détermination du gouvernement de passer coûte que coûte, à grands coups de 49.3.

Des directions syndicales en question(s)

Le premier débat commence là, sur les responsabilités du mouvement syndical. Tergiversations, programmation délibérée de l'échec du mouvement par le jeu des journées de mobilisations « saute-mouton », accompagnement frileux, toute une série de nuances en regard des situations locales ou professionnelles très différenciées. Un accord s'est fait sur le rôle particulièrement négatif de la fédération cheminote CGT, entraînant Sud Rail dans l'échec de la mobilisation du secteur, et l'absence complète de volonté de mobiliser de la FSU. Mais bien des appréciations, des bilans restent à affiner sur le rôle de la direction de la CGT, des fédérations, des UD, qui rendent compte à la fois du sentiment qu'« ils/elles ont fait le boulot », servant d'appui aux équipes combattives et d'une réflexion sur ce que les syndiqués, les travailleurEs sont en droit d'attendre de directions syndicales. Des réflexions à compléter par des analyses plus précises sur le « monde enseignant » ou la jeunesse, milieux dans lesquels la mobilisation ne fut pas à la hauteur

des mobilisations passées, même en prenant en compte l'attitude des organisations syndicales.

Quelle politique pour les militantEs anticapitalistes ?

Sur cette base d'accords et de désaccords aux multiples nuances, viennent se greffer des désaccords sur le rôle du NPA, passé, présent et à venir. Avec la réactivation de la notion d'« avant-garde large », les modalités de l'action des révolutionnaires font l'objet de pratiques différenciées. Pour les unEs, il s'agit avant tout de regrouper les militantEs les plus mobilisés, voire de leur donner un cadre organisationnel adapté et adaptable (comité de grève, comité de mobilisation) en lui fixant un rôle d'avant-garde, aux contours variables (propagande pour la grève générale, pour l'auto-organisation, dénonciation des directions syndicales, affrontement avec les forces de l'ordre...). Pour les autres, sans renoncer aux axes ci-dessus, il faut avant tout viser à l'approfondissement de la mobilisation et faire se tourner prioritairement cette « avant-garde » vers la masse des salariéEs, des jeunes, pas encore convaincue de la nécessité de se battre, de la possibilité de gagner.

Au final, l'impérieuse nécessité de combler le plus largement possible le fossé entre les 70% de la population hostiles à la loi travail et les quelques centaines de milliers de manifestantEs, entre les 1500000 signataires de la pétition contre la loi de travail et les milliers de militantEs qui ont tenu les barrages, reste l'objet de débats-bilans, mais aussi et peut-être surtout de débats-perspectives...
Robert Pelletier

VENEZUELA « LA PRÉOCCUPATION PREMIÈRE DE LA POPULATION EST D'OBTENIR DE LA NOURRITURE ET DES MÉDICAMENTS »

Entretien. À l'occasion de notre université d'été où il a présenté un exposé, nous nous sommes entretenus avec **Stálin Pérez Borges**, dirigeant syndical et militant révolutionnaire vénézuélien. Fondateur du PST (Parti socialiste des travailleurs) puis de Marea Socialista, Stálin anime aujourd'hui une nouvelle organisation appelée Luchas, Ligue unitaire chaviste socialiste.

Le Venezuela traverse une crise économique et sociale très grave. Comment se manifeste-t-elle pour la population ?

La majorité de la population n'a jamais connu une situation de ce type. Depuis le début de 2016, l'inflation cumulée dépasse les 160 %, la plus élevée au monde. Il y a une pénurie générale d'aliments, de médicaments, de produits d'hygiène et d'autres biens, qui donne lieu à une spéculation massive : ceux qui en ont la possibilité s'accaparent des produits de base dont le prix est régulé et les revendent dix fois plus cher. Pour faire face au problème, le gouvernement a lancé la formation dans tout le pays de Comités locaux d'approvisionnement et de production.

Le quotidien du Vénézuélien de base, ce sont des queues de six heures et plus afin de se procurer les produits de base indispensables, lorsque son tour vient en fonction du numéro de sa carte d'identité. La préoccupation première de la population est d'obtenir de la nourriture et des médicaments. Pour pouvoir subvenir à leurs besoins et ceux de leur famille, de très nombreux travailleurs doivent occuper deux, voire trois emplois. À cela s'ajoute une explosion de la délinquance et donc de l'insécurité des personnes.

La responsabilité principale de cette catastrophe incombe indiscutablement à la gestion économique de ces dernières années, qui n'a pas modifié le modèle capitaliste de rente pétrolière, n'a pas prévu une situation comme celle d'aujourd'hui où le prix du pétrole a chuté de façon considérable, n'a pas engagé de transition vers une économie productive et garantissant l'auto-suffisance alimentaire.

Peux-tu en dire un peu plus sur les facteurs déclencheurs de cette crise ?

La crise économique a éclaté avec la chute des prix du pétrole. Ces 17 dernières années, sous Chávez puis sous Maduro, rien n'a été fait pour que l'économie du pays sorte de sa dépendance envers la rente pétrolière : c'est le même modèle qui reste en vigueur depuis 80 ans. 97 % des entrées de devises proviennent des exportations de pétrole, tout le pays en dépend. Chávez a certes procédé à une meilleure distribution de la rente pétrolière, en augmentant les dépenses sociales de près de 70 %. Mais la bourgeoisie, l'ancienne et traditionnelle comme celle qui émerge dans et aux marges de l'appareil d'État (la « boli-bourgeoisie »), en a également largement profité. Entre 2003 et 2013, les capitalistes ont reçu de l'État des devises à hauteur de 354 milliards de



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

dollars pour pouvoir importer ce qu'ils voulaient (aliments, matières premières, pièces détachées...), le plus souvent sans remplir leur obligation légale de rendre des comptes détaillés. La même bourgeoisie qui a conspiré contre Chávez et le fait aujourd'hui contre Maduro a ainsi pu détourner des sommes fabuleuses. Elle s'est engraisée grâce à une surévaluation grossière de la monnaie nationale, le bolivar (qui débouche maintenant sur une dévaluation dramatique, avec un salaire minimum passé de plus de mille à quelques dizaines de dollars), et pratique aujourd'hui une « grève des investissements » dans le cadre des plans visant à obtenir le départ de Maduro.

Parle-nous de cette offensive de la droite...

Les groupes politiques représentant la vieille bourgeoisie vénézuélienne se sont regroupés au sein de la MUD (Plateforme de l'unité démocratique), avec l'aide de gouvernements tels que ceux des États-Unis et de l'Espagne. Ils considèrent que le moment est venu d'en finir avec l'expérience chaviste, le « bolivarianisme ». Le gouvernement Obama fait pression à travers des gens tels que Luis Almagro, secrétaire général de l'OEA (Organisation des États américains), qui entendent imposer la tenue du référendum révocatoire, cela même si les conditions requises par la loi, dans le cadre du mécanisme très démocratique prévu par la Constitution bolivarienne, ne sont pas réunies. C'est une question de politique intérieure dans laquelle ni les États-Unis, Rajoy ou Almagro, ni l'OEA ni l'ONU n'ont à s'immiscer, encore moins en exerçant des pressions. Ce qui se passe, c'est que la MUD paie le prix de ses erreurs. Après avoir obtenu sa victoire sans appel lors des élections législatives du 6 décembre 2015 (qui, sous un régime présidentiel, n'ont pas entraîné la chute du gouvernement), elle a cru que l'essentiel était fait et que Maduro ne tiendrait pas six mois. C'est pourquoi elle ne s'est pas vraiment occupée de réunir

les signatures nécessaires au déclenchement du référendum révocatoire. Le président de l'Assemblée nationale se voyait déjà président de la République et il espère encore, mais il faudrait pour cela que le référendum se tienne avant la fin 2016. S'il a lieu en 2017 et que Maduro soit alors révoqué, c'est le vice-président – chaviste – du gouvernement qui lui succéderait.

Mais si la MUD s'est trompée après le 6 décembre, le gouvernement n'a pas non plus eu une lecture correcte de ces résultats, et poursuit les mêmes politiques qui y ont conduit. On ne mettra pas en échec la bourgeoisie avec des méthodes de chasse aux sorcières, comme cette annonce de licenciement des employés de l'État qui signeraient la demande de référendum révocatoire. La direction chaviste n'a pas compris que les temps du capitalisme d'État et de la rente pétrolière sont révolus. Elle n'a pas compris que son salut ne peut venir de mesures telles que le bradage scandaleux à des multinationales de l'Arc minier de l'Orénoque (AMO). C'est tout le contraire de ce qu'il faudrait faire.

Quelle est la situation du mouvement de masse, et quelle orientation y développez-vous ?

Comme je l'ai dit, les travailleurs du rang passent l'essentiel de leur temps à se couper en quatre pour faire vivre leurs familles. Mais cela ne signifie pas qu'ils soient absents du terrain de la lutte des classes. Localement, des travailleurs employés en sous-traitance se mobilisent pour obtenir leur embauche en fixe dans les entreprises auxquelles ils vendent leur force de travail. On voit à nouveau surgir des syndicats dirigés par des travailleurs jeunes, dont de nombreuses femmes – un secteur vers lequel notre organisation s'oriente en priorité. Même la Centrale (officielle et majoritaire) bolivarienne et socialiste des travailleurs, CBST, vient de créer un secteur appelé Jeunesse ouvrière afin de répondre à ce processus. Le mouvement syndical est confronté à deux tâches urgentes : mener la bataille en défense du pouvoir d'achat et, sur le plan de l'organisation, construire au sein de la CBST des fédérations régionales et de secteurs qui soient les plus indépendantes possibles de l'appareil national. Des conditions existent afin que la CBST joue un rôle dans le développement des luttes ainsi que de propositions authentiquement socialistes, pour un socialisme autogestionnaire et construit par en bas, dont les travailleurs soient eux-mêmes les acteurs, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent...

Propos recueillis et traduits par Jean-Philippe Divès

SYNDICALISME

Un chauvinisme et une bureaucratie imbéciles



Devoir choisir son drapeau ? DR

Si, lors de son 51^e congrès, la direction de la confédération CGT a pu afficher un positionnement permettant aux équipes engagées dans la mobilisation de se sentir soutenues dans leur combat, il n'aura pas fallu de longs mois pour que les aspects les plus bureaucratiques et sectaires refassent surface...

Déjà, lors de ce congrès, la modification des statuts de la CGT Martinique et de la CGT Guadeloupe avaient attiré l'attention sur la volonté de la direction confédérale de redéfinir son périmètre, de façon à, dans le cadre de la loi sur la représentativité, élargir son champ électoral. Une opération qui impose de revenir sur l'engagement indépendantiste de ces syndicats. Les fédérations du privé de la CGTG, moins inscrites dans le cadre CGT « France » que celles du public, ont d'ailleurs préféré rester CGT « G ». Cette même logique électoraliste a conduit la CGT, au côté de la CFDT, FO et consorts, à s'attaquer à la représentativité du syndicat corse, le STC, et au syndicat basque LAB. C'est non seulement devant la justice de la bourgeoisie que ces procédures ont été engagées mais les arguments sont scandaleux. Pour les confédérations, LAB et le STC ne respecteraient pas les valeurs républicaines en militant pour l'indépendance et en poursuivant des « objectifs politiques »... Et en s'opposant aux nouvelles grandes régions !

Dénonciations et recours

L'électoralisme imbécile et l'imprégnation par le paritarisme engluant poussent ainsi la CGT à combattre des syndicats qui, souvent, se sont montrés combattifs, notamment au Pays basque contre la loi travail. Déjà la grogne monte, notamment au Pays basque où de nombreux syndicats d'entreprise et d'unions locales CGT ont dénoncé cette agression. Une réunion s'est tenue mardi 30 août à la Bourse du travail de Bayonne, et une rencontre avec une délégation de la confédération CGT est prévue ce vendredi 2 septembre. Les prises de position dénonciatrices de l'attitude des directions confédérales doivent se multiplier notamment dans le cadre du recours engagé par LAB et le STC devant la Cour de cassation. À suivre.

Robert Pelletier

CONFLIT LAITIER

Rien n'est réglé

Généralement encline à épargner les industriels, la FNSEA a surpris en appelant ses adhérents à bloquer le rond-point conduisant au siège social de Lactalis à Laval (Mayenne)...

CRISE DU LAIT

Échaudée par le précédent de la mobilisation des éleveurs de porcs qui avait échappé à son contrôle, la direction du syndicat craignait la concurrence de la Confédération paysanne et de la Coordination rurale, bien implantées dans le grand Ouest. La FNSEA a sifflé la fin de la partie en levant le siège le vendredi 26 août au soir sans que rien de tangible n'ait été obtenu. Les déclarations de la vice-présidente du syndicat « La stratégie, on la rebâtit demain. On ne va pas capituler, on ne lâchera pas » ne peuvent cacher cette capitulation.

Le plus probable est que Xavier Beulin et son équipe ont commencé à négocier en coulisse avec les pouvoirs publics, comme ils l'avaient fait lors de la crise porcine en abandonnant la question centrale du prix payé aux producteurs – Le Foll a déjà déclaré ne rien pouvoir faire dans ce sens – contre des promesses d'aides. Les actions prévues dans les grandes surfaces n'ont qu'un objectif de pression dans ce sens, mais elles susciteront la sympathie des consommateurs, et la FNSEA peut être débordée par sa base.

L'effondrement du prix du lait

La France compte 67 400 exploitations laitières livrant du lait de vache, la plupart spécialisées, avec 150 000 actifs agricoles. La filière laitière emploie en outre 55 000 salariéEs dans les différentes industries de transformation. Le solde positif des exportations de produits laitiers (16 % du



CHARMAG

chiffre d'affaires des entreprises) atteint 3 milliards : avec le vin et les céréales, le lait est le produit phare du commerce extérieur agricole. C'est dire l'importance économique et sociale du secteur. 301 euros la tonne de lait en décembre 2015, 290 euros en janvier 2016, et un prix moyen qui continue de baisser depuis, d'où la colère des producteurs mis au bord de la faillite. Ils ne couvrent pas leurs coûts de production qui sont de l'ordre de 350 euros, ne peuvent plus faire face à la charge des intérêts des emprunts et certains n'ont plus de couverture sociale, faute de pouvoir payer leurs cotisations à la MSA. Et il ne s'agit pas d'une crise conjoncturelle : la surproduction laitière, en regard de la demande solvable, est un phénomène planétaire. La baisse des prix fait bien sûr l'affaire des industriels transformateurs qui ont besoin de lait à bon marché pour diminuer leurs propres coûts de production et

affronter leurs concurrents sur le marché mondial. Le premier groupe agroalimentaire de la planète est Nestlé, et on retrouve deux entreprises françaises parmi les 15 leaders, Danone et Lactalis. Ce dernier groupe, cible des manifestants, est le plus important si on ne retient que l'activité laitière. Multinationale familiale (elle appartient à la dynastie Besnier), Lactalis, qui collecte 20 % de la production française, profite de sa position dominante en payant le lait 30 euros de moins que les autres entreprises. Lors des « négociations », son PDG acceptait une rallonge de 15 euros, logiquement refusée par les producteurs.

La fin des quotas et les limites de la «vocation exportatrice»

La suppression des quotas laitiers, qui adaptaient l'offre à la demande, a provoqué une hausse de la production dans la plupart des pays européens, une hausse suffisante pour que les acheteurs puissent jouer de la concurrence entre producteurs. Le lait ne se stocke pas en l'état, il faut vendre ou perdre le produit. Quel but poursuivait la Commission européenne en supprimant les quotas (avec l'aval des États concernés), au-delà de satisfaire les industriels ? L'idée dominante était que la demande mondiale

connaissait une expansion rapide et que l'Europe pouvait accroître ses parts de marché en cessant d'autolimiter sa production. L'embargo russe, la baisse des importations de la Chine, mais aussi celle des pays affectés par la chute de leurs recettes pétrolières, ont mis en échec cette stratégie. Si on ajoute que les pays importateurs s'efforcent d'atteindre l'autosuffisance, cela questionne – et pas seulement pour le lait – les politiques agricoles reposant sur l'exportation.

Rompre avec la politique agricole capitaliste

Les pyromanes se font pompiers : la Commission veut rétablir en toute hâte une maîtrise de la production mais tous les gouvernements ne l'entendent pas de cette oreille. Ceux qui ont le plus joué la carte de l'augmentation ne veulent pas revenir à la situation antérieure. Une nouvelle expression de la crise de la politique agricole commune de l'Europe capitaliste. Au plan national, on peut faire confiance à la FNSEA pour négocier un saupoudrage d'aides et de subventions diverses qui permettront pour un temps d'éviter la noyade complète... sans rien régler.

Il reste à savoir si les producteurs seront dupes. Le modèle des industriels, du gouvernement et de la FNSEA, c'est la « ferme des mille vaches », réduisant ce qui reste d'agriculture paysanne à quelques marchés de niche. La «régulation», les prix minimums garantis sont incompatibles avec le système capitaliste, productiviste par essence. Exproprier, socialiser les groupes industriels du type Lactalis sous la gestion des agriculteurs et des salariés apparaît au vue de cette nouvelle crise comme un préalable incontournable à l'indispensable réorientation de l'agriculture.

Gérard Florenson



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / DR

DÉPAKINE Une nouvelle affaire Mediator ?

Utilisé contre l'épilepsie ou les troubles bipolaires, l'acide valproïque est commercialisé depuis 1967 sous les noms de Dépakine®, Dépakote® ou Micropakine® par le laboratoire Sanofi. Un médicament utile et efficace, mais que les spécialistes soupçonnent, dès 1980, de favoriser les malformations congénitales s'il est prescrit chez la femme enceinte...

Dans les années 2000, le risque de retard de développement et de troubles du spectre autistique est pointé. En septembre 2009, la revue médicale *Prescrire*, indépendante des laboratoires, écrit que l'acide valproïque présente des risques malformatifs dose dépendant, entraînant pour les enfants exposés in utero des effets ultérieurs néfastes décelables à l'âge scolaire sur le quotient intellectuel, sur le langage et le comportement. Elle déconseille « son usage tout au long de la grossesse et chez les femmes en âge de procréer sans contraception efficace ».

Mais Sanofi et les responsables gouvernementaux de la santé en France ne lancent pas véritablement l'alerte. Les parents ne sont pas réellement informés des risques. Une association d'aide aux parents d'enfants souffrant du syndrome de l'anti-convulsivant est créée, l'Apesac. C'est sa présidente, Marine Martin, qui lance l'alerte.

14 000 femmes enceintes exposées

Le scandale éclate quand une étude de l'assurance maladie établit que, malgré les recommandations, plus de 14 000 femmes enceintes ont

été exposées au valproate de sodium entre 2007 et 2014. Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales parle de au moins 450 cas de malformations congénitales, et dénonce « un manque de réactivité des autorités sanitaires et de celui du principal titulaire de l'autorisation de mise sur le marché », le groupe Sanofi-Aventis. Il aura fallu attendre janvier 2016 pour qu'enfin les conditions de prescription soient modifiées : prescription initiale par un neurologue ou un psychiatre, utilisation uniquement en dernier recours s'il n'y a pas

d'alternative, information des femmes sur le risque de toxicité foetale, avec signature d'un protocole d'accord, surveillance très pointue en cas de grossesse. Marisol Touraine déclare qu'un fonds d'indemnisation des victimes sera voté. Mais le représentant de Sanofi refuse de dire si Sanofi paiera. Complicité dans le silence des autorités de santé et des laboratoires, rôle des lanceurs d'alerte... Encore une fois, les capitalistes de Big Pharma ont montré qu'ils aiment moins nos vies que leurs profits.

Frank Cataloup

SFR

Contre la saignée, en grève pour l'emploi

Les milliardaires des télécoms se portent bien... mais ils suppriment des emplois à tour de bras. Au premier rang, Patrick Drahi qui détruit 5 000 emplois chez SFR en se cachant derrière un plan de départs « volontaires ».

L'UNSA et la CFDT (syndicats majoritaires) ont signé le jeudi 4 août un texte entérinant la suppression de 5 000 postes chez SFR, soit un tiers des effectifs. Le plan se déroulera en deux phases. Les boutiques seront « réorganisées » d'ici à Noël. Environ

un millier d'emplois devrait être concerné. Ensuite, 4 000 salariéEs quitteront l'opérateur, sous forme de volontariat, à partir du 1^{er} juillet 2017. Tous pourront toucher 2,5 mois de salaire par année d'ancienneté. Lors du rachat, de SFR en 2014, Patrick Drahi s'était engagé à ne pas mettre en place

ÉDUCATION NATIONALE

Une rentrée sur les chapeaux de roue

Cet été, Najat Vallaud-Belkacem n'a pas pris de vacances, à l'offensive contre les jeunes et les personnels de l'éducation...

La ministre importe le climat d'état d'urgence dans l'éducation, tout en continuant à essayer de mater les enseignantEs récalcitrants!

Contre la réforme du collège et la mise au pas des enseignantEs!

La mise en place de la réforme du collège, les nouveaux programmes à tous les niveaux (du CP à la 3^e) et les nouvelles dispositions (EPI, AP, etc.) ont pour vocation de détruire le métier d'enseignant. De plus, le ministère continue la refondation de l'école sur l'évaluation des enseignants (l'inspection). D'après une fuite du ministère, les inspecteurs de l'EN et les chefs d'établissements devront évaluer sur diverses compétences, dont leurs actions « en éducateur[s] responsable[s] et selon des principes éthiques. » On voit derrière ces grands principes la logique de mise au pas des enseignants et la place grandissante que prennent les chefs d'établissements (et les IEN) dans le contrôle des enseignantEs.

En outre la pression sur les enseignantEs s'accroît avec le manque de postes, un manque lié notamment aux postes laissés vacants aux concours (13,9% des postes au CAPES n'ont pas été pourvus cette année, avec en particulier 70% en lettres classiques ou 21% en mathématiques) mais surtout aux milliers de postes supprimés sous Sarkozy et évidemment pas restitués par Hollande...

Refusons d'importer la guerre dans les écoles!

Dans une circulaire du 29 août, le gouvernement a annoncé que, tout au long de l'année, les réservistes de la police et de l'armée seront déployés devant les écoles, collèges et lycées « afin de renforcer la surveillance de la voie publique et d'éviter tout attroupement préjudiciable à la sécurité des élèves. » Cela pourrait donc empêcher une mobilisation des élèves, des parents ou des enseignants devant leur établissement. Outre cela, le gouvernement impose de faire trois exercices de sécurité (PPMS) dans chaque établissement, dont l'un sur le thème attentat-intrusion. Un véritable climat anxigène dans les établissements.

Enfin, pendant l'été, une dizaine d'enseignants fichés S ont été suspendus et vont avoir une procédure disciplinaire visant à les exclure. Ainsi, sur la base de présomptions d'atteinte à la sécurité de l'État, les enseignantEs pourront être démis de leurs fonctions. Des lycéens seraient également fichés S d'après Najat Vallaud-Belkacem.

Organiser la riposte dès la rentrée

Pour une fois, des dates existent déjà dans le paysage de cette rentrée: la grève du second



Les salariéEs de l'éducation bientôt plus nombreux dans la rue que contre la loi travail? PHOTO:THÈQUE ROUGE/MILO

degré appelée par le SNES, la CGT et SUD du jeudi 8 septembre contre la réforme du collège (et les postes); la grève interprofessionnelle du jeudi 15 septembre contre la loi travail; le rassemblement des 19 et 20 octobre pour la relaxe des 8 de Goodyear et contre la répression policière. Mais rien n'est fait pour articuler ces dates entre elles.

Appeler à des grèves aussi proches de la rentrée alors que rien n'a été fait avant les vacances est un

moyen pour les directions syndicales du secteur de se dédouaner de n'avoir presque rien fait lors de la mobilisation contre la loi travail. En même temps, c'est aussi pour elles le meilleur moyen d'expliquer que les collègues ne sont pas prêts à lutter... et donc de continuer tranquillement leurs négociations au ministère.

Notre objectif est de profiter de ce calendrier pour reprendre contact avec les équipes et individus mobilisés l'année dernière, et d'arriver à imposer des assemblées générales intersyndicales entre le 8 et le 15. C'est pourquoi, dès cette rentrée, nous revendiquons l'abrogation de la réforme du collège et des cycles à l'école, une embauche d'enseignantEs à hauteur des besoins, ainsi que la titularisation de tous les précaires. Nous sommes contre la réforme de l'évaluation et du PPCR. Enfin, nous refusons toute répression des jeunes, des travailleurs et des syndicalistes. La rentrée pourrait donc s'annoncer caniculaire à l'éducation nationale!

Raphaël Greggari

MONTREUIL (93) Roms: un été d'errance et de misère

Fin juillet, 13 familles roms avec de nombreux enfants ont été évacuées du site qu'elles occupaient boulevard de la Boissière à Montreuil.

Sous couvert du réel danger encouru par les familles vu la vétusté du lieu occupé, les habitantEs ont donc été expulsés comme le demandait la municipalité Bessac (PCF) l'an dernier à la justice. Pourtant, les soutiens et l'association « Roms réussite » avaient formulé des propositions de rénovation qui n'ont pas trouvé d'écho. Aucun diagnostic social préalable n'a été réalisé avant l'expulsion. Tout le travail d'insertion en cours se trouve ainsi compromis. Les institutions politiques municipales, départementales ou nationales, sont restées aux abonnés absents. Par contre, la police nationale et municipale a traqué durant tout le mois d'août les familles, et veillé à ce qu'elles ne s'installent pas dans l'espace public, surtout devant la mairie!

Des nuits d'hôtel ont été distribuées au compte-gouttes et les parents d'un bébé prématuré ont obtenu un hébergement précaire. Si ces derniers jours,

l'État a bien voulu concéder a posteriori la mise en œuvre du diagnostic social prévu en amont de toute procédure d'expulsion, aucune solution de relogement temporaire (gymnase) et a fortiori pérenne n'a encore été formulée. Et ce diagnostic ne garantit pas en lui-même l'éligibilité de tout ou partie des familles à un processus d'insertion (logement, ouverture de droits, etc.).

Pour une ville populaire et solidaire

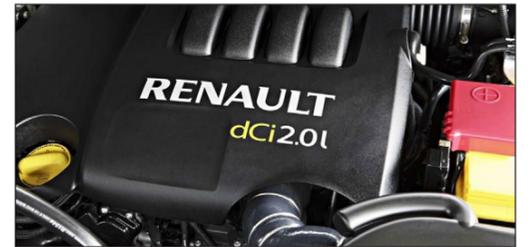
Une pétition de solidarité a circulé, signée notamment par des artistes et des intellectuels, et signée aussi en grande pompe par des partis (EÉLV, le PG et Ensemble) siégeant à l'exécutif montreuillois et dont une majorité d'élus ne s'oppose pas à la politique brutale du maire PCF. L'attitude de ces élus est sensiblement la même quand Bessac rabote les acquis sociaux des travailleurs municipaux ou projette d'infliger à certains trois jours de mise à pied...

Il est clair que l'accélération de l'embarquement de la ville suppose l'élimination des zones de précarité et de leurs habitantEs. Les projets immobiliers explosant du haut au bas-Montreuil en témoignent. À titre d'exemple, dans le bas-Montreuil, un immeuble de standing remplaçant un magnifique jardin ouvrier propose des appartements avec terrasses privatives jusqu'à 150 m²! Le petit salarié, le chômeur, le petit retraité, devront aller se loger ailleurs...

Les anticapitalistes se battent, eux, pour une ville populaire et solidaire: blocage des opérations foncières et immobilières spéculatives; interdiction des expulsions locatives; arrêt des expulsions des Roms et des sans-papiers; halte au démantèlement des squats; droit au logement pour tous; réquisition des immeubles et terrains vides; droit à la bifte; stop aux violences policières.

NPA Montreuil

RENAULT Diesel: le bal des hypocrites



Le moteur du profit... DR

Renault est de nouveau rattrapé par le scandale à répétition des moteurs Diesel. Le Financial Times a relayé les protestations de plusieurs membres d'une commission mise place par le ministère de l'Environnement...

Un rapport tronqué avait été publié... d'où avaient été retirés les résultats les plus critiques pour les véhicules Renault. De rectifications et démentis, on a assisté à un magnifique bal des hypocrites.

Dix fois plus élevés en conditions réelles que dans les tests

Le fait que Renault dépasse les normes officielles en matière d'émissions de moteurs Diesel est de notoriété publique. Alors que des perquisitions avaient lieu dans les centres d'études de Guyancourt et de Lardy, on savait depuis février 2016 que certains véhicules diesel Renault émettent dix à onze fois plus de gaz toxiques en conditions réelles que lors des prétendus tests anti-pollution. Pour le modèle Espace, ce serait même de 13 à 25 fois!

Le fait que les tests officiels soient biaisés au profit des constructeurs automobiles est lui aussi de notoriété publique. Les émissions dans l'atmosphère sont aujourd'hui limitées en réinjectant une partie des gaz dans le moteur. Mais les constructeurs automobiles expliquent que si ces dispositifs fonctionnaient en permanence, ils occasionneraient des dommages pour le moteur. Voilà pourquoi, en toute légalité, le système est débranché en Europe selon la température ambiante. Le système fonctionne à tout les coups lors des tests officiels effectués à 20 degrés, mais est automatiquement débranché sur la route dès qu'il commence à faire plus froid. Si ce n'est pas de la triche avérée, c'est une connivence certaine entre constructeurs et gouvernements pour nous enfumer!

Des profits en hausse contre nos vies

La réduction obsessionnelle des coûts chère à Carlos Ghosn s'applique dans les ateliers, les services et les bureaux d'études. Et les secteurs Renault anti-pollution n'y font pas exception, avec les mêmes sous-effectifs et les mêmes augmentations de charge de travail qu'ailleurs.

Autre information de l'été 2016, la marge opérationnelle de l'activité automobile de Renault, dont les variations sont corrélées à celles du taux de profit, a augmenté de 65% par rapport au premier semestre de l'année précédente, pour atteindre 1,12 milliard d'euros. Cette augmentation des profits trouvent sa source dans l'exploitation du travail mais aussi dans ce dépassement systématique de règles censées protéger la santé de tous. Les scandales à répétition des moteurs Diesel en apportent la preuve.

Jean-Claude Vessillier

de plan social jusqu'au 1^{er} juillet 2017. Les nouveaux modèles de gestion imposée à l'entreprise ont déjà abouti à 1200 départs. Le nouvel « accord » est en fait un des plus gros plans sociaux des dernières années. En fait, les grandes entreprises choisissent de plus en plus le plan de départs volontaires au lieu du plan social: préférable en termes d'image et moins risqué en termes de contentieux. L'objectif de Drahi est d'économiser 400 millions d'euros par an à partir de 2018. Le plan va coûter à l'entreprise au maximum 800 millions d'euros. Il sera donc amorti en deux ans. Quelques jours après l'annonce, l'action SFR a monté en Bourse de plus de 9%: les actionnaires sont rassurés sur la capacité de Drahi à faire face à la montagne de dettes sur laquelle il a assis son empire et valident sa stratégie de compression des coûts, même s'il doit en résulter une dégradation

du service et un recul du nombre d'abonnés (SFR en un an a perdu 861 000 abonnés mobiles et 109 000 abonnés fixes).

Avec ou sans anesthésie?

Les deux syndicats signataires se félicitent d'avoir obtenu quelques garanties... mais ont accepté sans combat 5000 suppressions de postes. La CGT, Sud-Solidaires et la CGC appellent à l'action par la grève ce mardi 6 septembre. La CGC parle de « chèque en blanc » donné à Drahi. Quant à la CGT, elle dénonce l'argument choc des signataires: « entre un bon chèque et un départ au minimum légal, il vaut mieux un bon chèque (...). C'est un peu comme si un anesthésiste (la CFDT et l'UNSA en l'occurrence) demandait à un patient (les salariés du groupe) s'il préfère que le docteur (la direction) ampute un membre sain avec ou sans anesthésie (...). On connaît

la réponse avant d'avoir posé la question! Mais la CGT le réaffirme clairement: il n'y a aucune raison d'amputer! »

Malgré les jérémiades des dirigeants des groupes de télécoms sur la baisse des revenus du secteur et l'environnement concurrentiel auquel ils sont confrontés, Drahi, Niel et Bouygues font partie des 100 plus grosses fortunes françaises. Ils s'affrontent pour s'approprier le maximum de parts de marché et n'ont aucune intention de quitter le secteur car ils savent que les gains qui seront dégagés dans le futur seront encore plus juteux.

Leurs guerres de pouvoir fracassent l'emploi et les conditions de travail. Selon les données de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep), près de 10% des emplois ont été supprimés depuis 2010 (fin 2013, il y avait 125 000 emplois). Outre



Bientôt fermée dans le cadre des réorganisations? PHOTO:THÈQUE ROUGE/JR

les compressions d'effectifs, les conditions de travail se dégradent, les salaires sont limités, il y a peu de perspectives de carrière et l'avenir souvent incertain amène certains salariéEs à envisager de partir. Tous les opérateurs sont touchés par la réduction des effectifs sauf, pour l'instant, le nouveau venu: Free.

Mais celui-ci a montré sur son site marseillais qu'il sait faire preuve de méthodes musclées pour se débarrasser de syndicalistes. En dix ans, Orange a perdu plus de 20% de ses effectifs (et 60 salariéEs se sont suicidés...). Et entre 2016 et 2018, ce seront encore 14 000 emplois qui ne seront pas remplacés. Près de 1900 emplois ont été perdus chez Bouygues Telecom depuis 2012, notamment avec, là aussi, un plan de départs « volontaires ».

Le secteur des télécoms montre bien l'escroquerie des discours sur la « nouvelle économie »: les gains de productivité ne se traduisent pas en nouveaux emplois ni en amélioration des conditions de travail, mais en profits largement captés par une nouvelle génération de milliardaires.

Henri Wilno



La rue et les urnes : le NPA fait sa rentrée en meeting

Mardi 23 août s'est tenu le «traditionnel» meeting de l'Université d'été qui lance la rentrée du NPA. Avec en ligne de mire cette année, sous la présidence d'Olivier Besancenot, le rebond des luttes sociales et politiques dans la rue après le mouvement contre la loi travail... et dans les prochaines échéances électorales de 2017.



Mardi 23 août, l'université d'été en mode meeting... PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

c'est pour cela que les participantEs au meeting ont repris, touTEs ensemble avec une forte émotion, la *Chanson de Craonne*, interdite il y a quelques semaines pour les commémorations officielles du centenaire de la bataille de Verdun. Olivier a également rappelé que 2017 ne sera pas qu'une année électorale mais aussi le centenaire d'une révolution que nous voulons fêter dignement en communistes révolutionnaires...

Combattre un monde violent, inhospitalier, inhumain et effrayant

Porte-parole du NPA, Christine Poupin a rappelé que «la mobilisation contre la loi travail n'a pas été une parenthèse, elle a eu lieu malgré et contre une offensive réactionnaire tout terrain, mais elle n'a pas annulé cette offensive» et «comme c'était malheureusement prévisible, de nouveaux attentats meurtriers ont eu lieu venant nous rappeler brutalement que nous vivons dans un monde violent, inhospitalier, inhumain et effrayant». Face à l'horreur, l'importance de «réfléchir collectivement plutôt que de réagir en meute. Faire de la politique au lieu d'y renoncer» et combattre «les réponses du gouvernement qui ne peuvent qu'alimenter toujours plus le terrorisme»: l'accélération des politiques guerrières, le redoublement de la chasse aux migrantEs, et «le racisme, l'islamophobie, avec une fonction: fabriquer un autre, étranger, dangereux, (...) un ennemi intérieur contre lequel construire une unité nationale, écraser tout conflit et justifier toutes les régressions démocratiques». Dans ce contexte qui favorise les plus réactionnaires, «il ne faut

pas boudier son plaisir quand on enregistre une victoire: à Bure contre le projet CIGEO, contre l'enfouissement des déchets, contre le nucléaire» et de préparer les prochaines échéances de Notre-Dame-des-Landes comme un enjeu central.

Au nom du secteur Jeunes du NPA, Tarik est revenu sur la dernière campagne présidentielle de 2012, quand la jeunesse était parait-il la priorité de Hollande: «au bilan, on préférerait ne pas l'être!» Car le désengagement de l'État aboutit à rendre les jeunes plus dépendants de leurs familles, que celles-ci puissent assumer ou pas. Face au chômage, les réponses sont celles de Macron: «Devenez millionnaires, devenez auto-entrepreneurs» lancé à des jeunes... qui finissent sur un vélo à livrer des pizzas! La révolte de la jeunesse contre la loi travail est un début pour chercher à remobiliser. «Pour cela, nous avons deux outils: le NPA et la campagne de Philippe qui sera celle de toutes celles et ceux qui ont été obligés de mettre des lunettes de plongée pour manifester!»

Enfin, candidat du NPA à l'élection présidentielle, Philippe Poutou a conclu ce meeting (voir des extraits de son intervention ci-dessous). Pour relever le défi de notre présence dans cette campagne présidentielle, reste à réussir une tâche immédiate: réunir les parrainages d'élus. Nous sommes actuellement autour de 90 promesses alors que l'essentiel de notre énergie a été absorbée par les mobilisations. Nous pouvons donc y parvenir: après Port-Leucate, une page reste à écrire. **Cathy Billard**

Amelle Pertus, porte-parole de la campagne présidentielle, a commencé par «revenir sur la mobilisation contre la loi travail qui durant 4 mois a occupé nos journées, nos soirées et parfois une partie de nos nuits (...) parce que ce qui s'est exprimé durant toutes ces semaines n'est pas un élément du passé. Il n'était qu'un aperçu des colères sociales à venir, des tâches qui sont devant nous.» En effet, nous avons traversé «quatre mois durant lesquels notre classe a été au centre de la vie politique. Sa mise en mouvement a monopolisé le débat, jusque-là dominé par l'état d'urgence, les attentats, l'islamophobie et la montée du FN». Même si la loi est passée avec le 49-3, «durant presque quatre mois, une fraction déterminée de la classe ouvrière et de la jeunesse s'est affrontée avec le pouvoir», ce qui change la donne et permet de préparer de prochains rendez-vous: «le 6 septembre, les salariéEs de SFR contre les 5 000 licenciements annoncés; le 8 septembre, les profs et les travailleurs sociaux; le 15 septembre; les 27 et 28 septembre, le procès des salariés d'Air France; le 19 octobre, celui des Goodyear; et les probables suites à Bure comme à Notre-Dame-des-Landes.»

Violences ici, guerres là-bas

Militante des quartiers populaires de Marseille, Fadela El Miri a ensuite dénoncé

la répression d'État. Une répression qui frappe depuis des années de manière meurtrière dans les quartiers. Dernière victime cet été, Adama Traoré... Une répression qui s'est aussi abattue sur le mouvement social (des centaines d'interpellations et de poursuites judiciaires), dont Fadela elle-même qui passe en jugement pour outrage contre le ministre Cazeneuve en visite à Marseille, et outrage contre l'agente de police qui l'a interpellée. Cela met à l'ordre du jour la construction d'une mobilisation collective et politique. Ghayath Naisse, militant révolutionnaire syrien, a montré qu'en Syrie, l'actualité est plus que jamais «le pessimisme de la raison, l'optimisme de la volonté». Car

la Syrie est exemplaire de la violence de la tyrannie (celles d'Assad et de Daech). Exemplaire aussi de l'acharnement des prédateurs, ceux des puissances régionales et ceux des puissances impérialistes qui interviennent en Irak et en Syrie. Mais aussi exemplaire, enfin, de la résistance d'un peuple, épuisé mais qui ne renonce pas et qui a besoin de la solidarité des travailleurs du monde entier. «Ni Assad, ni Daech, ni intervention impérialiste!» Olivier Besancenot a réaffirmé la solidarité internationaliste du NPA dans la région, demandant le retrait du PKK de la liste des organisations terroristes. Plus largement, nous combattons les interventions impérialistes, d'hier et d'aujourd'hui, et

«Être la voix de celles et ceux avec lesquels nous construisons les résistances et les luttes au quotidien»

Il faut repartir de cet été difficile marqué par les attentats terroristes qui suscitent en nous touTEs, tristesse, peur, colère et incompréhension. Mais aussi émotion et solidarité pour toutes les victimes de ces attentats, de Nice et Saint-Étienne-du-Rouvray bien sûr, mais aussi d'Irak, de Syrie, de Turquie ou d'Afghanistan.

Combattre le déferlement réactionnaire et sécuritaire

Il faut dénoncer l'exploitation que font des attentats les politiciens de gauche, de droite et d'extrême droite, avec ce déferlement de surenchères sécuritaires dans lequel se lancent tous leurs candidatEs qui se rêvent en chefs de guerre. Et les mesures se sont multipliées: renforcement des interventions militaires extérieures, prolongation et aggravation de l'état d'urgence, développement de la réserve nationale, qui toutes renforcent la militarisation de la société et les capacités de répression de l'État. Des déclarations aussi, associant étrangers, immigrés, et menaces terroristes, avec des propositions comme l'enfermement des étrangers ou l'interdiction du burkini qui s'adressent aux préjugés anti-immigrés et cultivent la bêtise réactionnaire. Nos réponses au phénomène complexe du terrorisme sont à l'inverse. D'abord dénoncer et combattre les politiques impérialistes en exigeant l'arrêt des bombardements français, l'arrêt du soutien aux dictatures et régimes oppresseurs alliés des «démocraties», l'arrêt des ventes d'armes à l'Égypte, à l'Arabie saoudite, au Qatar... Ensuite

combattre les discriminations, les inégalités, le chômage et la misère, les violences policières par un programme d'urgence sociale. Et dénoncer les discours sécuritaires du gouvernement qui vise à reprendre la main en faisant oublier toute la séquence des mobilisations sociales.

Le réveil de notre camp social

Car il y a bien eu un mouvement social, profond: quatre mois de manifs, de grèves, d'AG, de rencontres militantes, de convergences, et aussi de confrontations avec nos adversaires. C'est le réveil d'un camp social qui relève la tête et redécouvre le plaisir et la force de la contestation de l'oppression patronale et de tous les aspects de la politique gouvernementale. Ce mouvement a provoqué la réaction du camp d'en face, des possédants et de leurs relais médiatiques et politiques. «Cas-seurs», «preneurs d'otages», «terroristes», «voyous»... De Macron à Gattaz, cela a été un florilège exprimant la haine de classe, mais aussi la peur de ceux qui ne supportent pas quand les exploités relèvent la tête, pensent et parlent leur propre voix. Et ça, c'était notre victoire, même si la loi a été votée. Car c'est sur la base de ce que l'on a vécu pendant ces quatre mois que l'on compte s'appuyer pour relancer la mobilisation après la violence et le désarroi de l'été. Autour du 15 septembre et des autres dates, il s'agit de construire le mouvement pour l'abrogation de la loi travail mais aussi de repasser à l'offensive, de régler les comptes avec ce gouvernement et ses attaques en

unifiant nos luttes autour d'un programme: augmentation des salaires et partage du temps de travail; travailler moins pour travailler touTEs, ce qui veut dire réduction du temps de travail hebdomadaire, de la durée de cotisation pour toucher sa pension de retraite. Pour cela, il faut une autre répartition des richesses qui ne pourra être imposée que par l'expropriation de secteurs entiers de l'économie, à commencer par les banques, l'énergie et les transports. Il faut les mettre hors de la logique du privé sous le contrôle des salariéEs et des usagerEs. Car l'objectif, c'est de mettre l'économie au service des besoins de la population et pas la population au service de l'économie, en développant les services publics de santé, de l'école, du logement, seule manière d'en finir avec la misère. On nous dira que c'est une utopie? Il y a 80 ans, en 1936, les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives, c'était de l'utopie, d'après les possédants et mêmes d'après les dirigeants du Front populaire. Mais il y a eu une grève générale qui les a imposés! Pour passer à l'offensive, nous avons besoin d'unifier notre camp, en combattant les préjugés réactionnaires, racistes, sexistes, homophobes, qui nous divisent. Nous défendons l'égalité des droits pour touTEs, ce qui veut dire en urgence la régularisation de touTEs les sans-papiers, l'ouverture des frontières et la liberté de circulation et d'installation. Une solidarité internationale à l'opposé de la politique de l'Union européenne qui dresse des murs pour mieux exploiter les populations de part et d'autres.

Nous défendons une Europe solidaire des travailleurEs et des peuples.

Candidat au pouvoir de toutes et tous

C'est ce que nous voulons porter dans notre campagne. À ceux qui nous disent qu'il y a beaucoup de candidatEs à gauche, nous répondons que nous sommes légitimes. Car nous voulons être la voix de celles et ceux avec lesquelles nous construisons les résistances et les luttes au quotidien, comme celles contre la loi travail et son monde. Mais aussi parce que nous portons un programme global ancré dans les revendications de ces luttes et les aspirations émancipatrices qui s'y expriment, qui ne peut-être qu'un programme anticapitaliste révolutionnaire. Et nous ferons tout pour que cette campagne se déroule sous la pression des mobilisations sociales et politiques, contre tous les candidatEs dont le programme est la guerre sur le plan international et national. Nous sommes candidats, non pas parce que nous aspirons à la plus haute fonction, la plus antidémocratique, et pas non plus par ambition personnelle ou de parti, mais parce que c'est une tribune. Même si cela peut paraître paradoxal, puisque nous ne croyons pas aux solutions dans ce cadre institutionnel, nous voulons nous inviter dans ces débats. Nous ne voulons pas juste témoigner mais expliquer que nous sommes candidatEs au pouvoir. Pas pour notre parti, mais pour une autre forme de pouvoir qui en finisse avec celui d'une minorité de professionnels de la politique

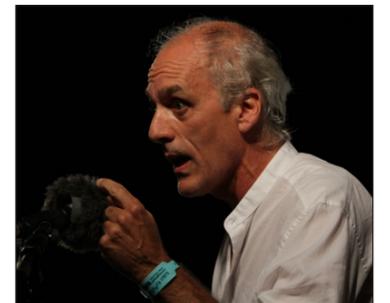


PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

au service d'une minorité de possédants. Un pouvoir qui serait celui du monde du travail, de la population s'organisant pour discuter, décider et mettre en œuvre les décisions prises en fonction des besoins et dans le respect des ressources humaines et naturelles.

C'est le défi que le NPA doit relever dans les mois qui viennent. Nous avons les moyens de le faire car cette université d'été est aussi l'occasion de mettre en commun nos préoccupations et nos expériences, notre investissement dans toutes les mobilisations. C'est ce que nous partageons, c'est le socle de notre projet de transformation révolutionnaire.

Et pour finir, citons un militant révolutionnaire espagnol, Buenaventura Durruti, tombé sur le front contre le fascisme: «Il est possible que nous perdions notre prochaine bataille au sens bourgeois du terme. Mais perdre une bataille ne doit jamais affecter un révolutionnaire parce qu'il se doit de savoir que l'arme sur laquelle il compte est toujours la lutte pour la cause en laquelle il croit. Pour un révolutionnaire, l'action permanente est le moteur social de l'histoire. C'est pourquoi le simple fait d'entamer un combat est déjà une victoire.»

Extraits du discours de Philippe Poutou au meeting de l'université d'été mardi 23 août

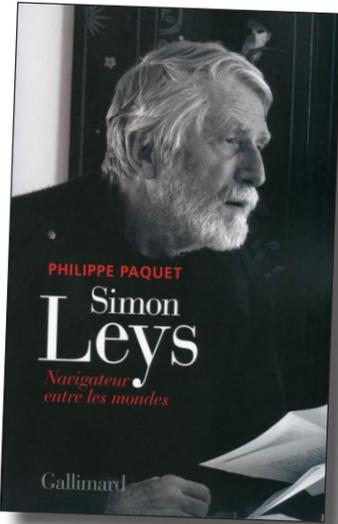
Essai

Simon Leys, navigateur entre les mondes, Philippe Pacquet

Gallimard, 2016, 25 euros

Cinquante ans après le début de la prétendue «révolution culturelle», la publication de cette biographie de Simon Leys tombe à point.

Pierre Rickmans alias Simon Leys (1935-2014) a été le plus grand sinologue du 20^e siècle et, en plus d'un admirable écrivain, il a été à contre-courant pendant des années le plus grand pourfendeur de la dictature maoïste. En effet, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, il était extrêmement difficile de trouver en France ou ailleurs une critique anti-bureaucratique de Mao. Tous les «intellectuels» de gauche ou de droite faisaient l'apologie du régime chinois. Notre propre courant se limitait souvent à critiquer la théorie du «socialisme dans un seul pays» ou bien la politique internationale de Mao sans dénoncer les massacres commis par les maoïstes contre le peuple et la classe ouvrière chinoise. Simon Leys fut donc indispensable pour, à l'instar d'Orwell dans les années 1930-1940, instruire celles et ceux qui voulaient savoir. Rien ne l'y prédisposait, lui le belge



d'origine bourgeoise et catholique pratiquant. Étudiant en droit et histoire de l'art à l'université catholique de Louvain, il participe en 1955, à l'âge de 19 ans, au voyage d'une délégation de jeunes Belges invités durant un mois en Chine et rencontre Chou En-lai. Ce séjour le rend favorable à la Chine socialiste, mais il avertit que sa méconnaissance de la langue chinoise ne lui permet pas de donner un avis objectif. La Belgique ne reconnaissant pas la Chine de Mao, l'université catholique de

Louvain enrage mais ne l'expulse pas. En tout cas, Pierre Rickmans consacrera sa vie à l'étude de la Chine. Il termine ses études à Louvain tout en apprenant le chinois. En 1956, il parcourt à pied le Congo et découvre les méfaits du colonialisme belge. En 1959, il part à Taïwan perfectionner la langue et se former aux beaux-arts chinois (peinture, calligraphie, littérature). La répression du soulèvement tibétain par la Chine est applaudie par le Kuomintang à Taïwan, mais ce n'est pas l'avis de Rickmans qui écrit : «Le Tibet est chinois comme l'Algérie est française»... Après Taïwan, Simon Leys refuse le service militaire et opte pour l'objection de conscience. Il se rend à Singapour pour enseigner. Il est expulsé de l'île pour «activités communistes» (en fait il commentait en classe le *Quotidien du peuple*). Hong Kong deviendra alors son refuge. Il y vivra en communauté à Kowloon avant d'épouser une chinoise, Hanfang. Son rêve était d'obtenir une chaire en Chine, mais le début de ladite «révolution culturelle» allaient en décider autrement. L'assassinat d'un journaliste chinois en fuite sur son pas de porte le révolte et le pousse à prendre parti. Pour ne pas oblitérer ses chances d'aller en Chine, Rickmans devient alors

Leys (un nom emprunté au personnage de l'écrivain sinologue Victor Segalen).

Une critique de gauche du maoïsme

Les réfugiés chinois anti-bureaucratiques sont la principale source d'information de Leys en plus des informations officielles. Il dira que sa critique du maoïsme a été faite d'un point de vue de gauche, dénonçant son caractère «féodal-rétrograde», ses méthodes sanguinaires héritées du Palais et l'imposture idéologique du maoïsme. Sa trilogie *les Habits neufs du président Mao*, *Ombres chinoises* et *Images brisées* sera refusée par les grandes maisons d'édition, et c'est Champ Libre à Paris qui l'accueillera. Leys était né et allait devenir un écrivain trilingue (français, anglais et chinois) de réputation mondiale. Encore un an en République populaire de Chine sous son nom en 1972, et il accepta un poste dans une grande université australienne. Il allait pouvoir se consacrer aux œuvres du révolutionnaire Lu-Xun, aux peintres classiques et modernes chinois, aux œuvres de Joseph Conrad et de Georges Orwell (qu'il admirait profondément) et à la mer. Ecœuré par le mercantilisme de l'université, il démissionne et, à la fin de sa vie, lutte contre le racisme d'État belge qui refusait de donner la nationalité à ses enfants. Une bien belle biographie, très complète et peut-être trop «hagiographique», comme toutes les biographies. Qui fera la critique de gauche de Simon Leys ?

Sylvain Chardon

Cinéma

Jason Bourne, Paul Greengrass

Avec Matt Damon, Alicia Vikander et Tommy Lee Jones. Sortie le mercredi 10 août

Nicky Parson (une ex de la CIA, en fuite comme Jason Bourne depuis *la Vengeance dans la peau*) pratique le hackage des données de la NSA et de la CIA et découvre un nouveau plan monstrueux de manipulation des données de milliards d'internautes en même temps que la fiche manquante au dossier Bourne : l'assassinat de Richard Webb au Liban, père de ce dernier, par la CIA, un acte déguisé en acte terroriste. Les deux ex-agents se retrouvent à Athènes. La ville est en pleine révolte et avec des tueurs de la CIA sur le dos, ils n'auront guère le temps de dialoguer. Nicky aura juste le temps de remettre la clé cryptée à Bourne. Pour pouvoir lire ce document, Bourne doit passer par le responsable des lanceurs d'alerte, un certain Dassault (sorte de sosie de Julian Assange). Ce dernier se révélera être un manipulateur pervers...

Pour les dirigeants américains, Assange ou Snowden sont des traîtres et le couple Greengrass-Damon n'a pas voulu, ou pas pu, les représenter comme les combattants pour la démocratie et la liberté qu'ils sont. C'est dommage, mais ce film reste plus retors qu'il n'y



paraît dans les critiques de la presse bien-pensante (*le Monde* et *Libération*). Jason Bourne ne manque pas de subtilités. Les patrons de Google ou de Facebook se seront sans doute reconnus dans le personnage d'Aaron, compromis avec la CIA. Ils n'auront sans doute pas appréciés que leur collaboration avec les services secrets soient révélée au grand jour même si, grâce à Bourne, un frein est mis au plan de la CIA. Enfin peut-être, au cinéma comme dans la réalité... Car c'est là toute la force du film de montrer qu'il ne faut pas croire les discours de transparence des nouveaux maîtres de la CIA. Bourne ne tombera pas dans leur piège (que nous ne dévoilerons pas ici) et l'aventure pourra continuer, pour notre plus grand plaisir, si Damon et Greengrass le souhaitent. Les scènes d'action de ce film sont jubilatoires, que ce soit dans une Athènes en pleine révolution ou au grand symposium des internautes à Las Vegas. Et comme toujours dans cette série, nous sommes informés de toutes les dernières technologies pour espionner ou tuer, et ça, ça fait toujours froid dans le dos...

Sylvain Chardon

Roman

Fleur de rage ou le roman de mai, Jacques Mondoloni

Éditions Arcane 17, 2016, 22 euros



pas prendre trop de risques, accompagner un « chanteur engagé », traverser des barricades, rencontrer toutes sortes de gens, mener une vie amoureuse débridée, c'est-à-dire selon le slogan d'époque « Jouis sans entraves »... C'est truculent, tendre, plein d'humour ravageur et iconoclaste, et rondement mené. On ne s'ennuie jamais en cette compagnie. Certaines scènes semblent étrangement d'actualité, telle cette

rafle policière. « Personne n'y échappe. Tous sexes toutes catégories. Ensuite tout le monde est entassé dans les cages. Les blessés pissent le sang, ne sont pas soignés. Les étrangers par exemple. Leurs appareils photo sont fracassés, leurs passeports déchirés. Les basanés, exilés des terres sud-américaines, sont particulièrement visés. "Salope, retourne au Chili !" À l'aube les

flucs d'abord les touristes friqués. Puis les manifestants. de nouveau pleuvent les matraques. Parfois des brutes vous coursent jusqu'au métro. » Comme quoi l'histoire semble une fois de plus bégayer. Un petit bijou passé hélas inaperçu lors de sa première parution en 1995. Et un voyage dans le temps bien sympathique, malgré les coups de matraque et de rangers!

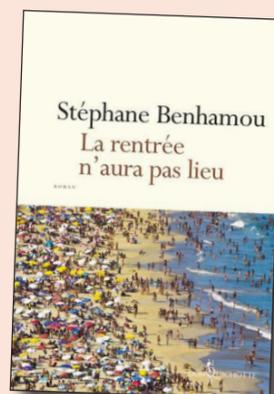
Gérard Delteil

Mes cahiers neufs...

C'est la rentrée! Sociale? Économique? Scolaire? Culturelle? Même si on aime les vacances, on est content de rentrer, car les vacances ne valent que parce qu'elles ne durent pas toujours. Les rentiers qui pensent que les chômeurs sont des profiteurs en font juste une religion. L'être humain aime «faire», et un revenu universel ne créerait pas des oisifs...

Tout le monde aime et a aimé les cahiers neufs, retrouver ses copains et ses collègues, même si certaines années, comme celle-ci, on n'a pas eu l'impression d'être «en vacances»... pendant les vacances. La rentrée, c'est aussi du business: les cahiers et les cartables, 600 livres nouveaux en librairie...C'est aussi une nouvelle page des luttes qui s'annonce, quand on n'a plus

l'impression de pouvoir appuyer sur « pause ». «La culture», terme dont nous devrions prendre le temps de creuser la signification – à géométrie variable – peut nous aider à gérer cette rentrée, à prendre du recul, à contempler le monde au lieu de le subir. Les Éditions Don Quichotte, bien inspirées car la politique éditoriale se fait des mois à l'avance, sortent *La rentrée n'aura pas lieu* de Stéphane Benhamou.



Dans ce roman, les «aoûtiers» se transforment en zadistes, et sans s'être donné le mot, ils ne rentrent pas... La zone à défendre est le village de Moustiers mais la France entière est touchée, le pays totalement désorganisé. Un genre de «Rêve générale»? Ce livre n'aura pas les prix de la rentrée et n'apporte pas de commentaire politique, mais on se dit que ce serait bien une fois de montrer à ceux qui nous gouvernent... qui gouverne vraiment!

Quand aux politiques, totalement à cours d'idées, surtout les bonnes, pour en trouver, ils pourraient s'inspirer des Éditions



Rue du Monde qui publie (à l'usage des plus de 7 ans) *le Livre des z'idées*. Ou comment susciter la créativité tout en s'amusant, ce qui ne gâche rien! Catherine Segala

Nostalgie, nostalgie. Les essais sur Mai 68 sont plus nombreux que les romans. *Fleur de rage* en dit pourtant plus long sur l'ambiance qui régnait dans les rues de Paris, à l'époque où volaient joyeusement les pavés, que bien des documents universitaires et historiques plus ambitieux. Jacques Mondoloni, qui fut lui-même «sonorisateur» dans une autre vie, nous entraîne à la suite d'un groupe de musiciens ambulants dans les rues de la capitale et de quelques cités de province. Au fil de leurs aventures, ces joyeux drilles vont faire un bout de chemin avec une idole qui veut voir ce qui se passe à la Sorbonne occupée mais

«La radicalisation autour de la campagne de Sanders est une renaissance des idées rebelles aux USA, de la volonté de se battre»

Entretien. Invitée de notre université d'été, **Joanna Misnik** est membre de l'organisation anticapitaliste étatsunienne **Solidarity**.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Peux-tu nous expliquer l'importance du mouvement Black Lives Matter (La vie des Noirs compte) ?

En quelques années, le mouvement Black Lives Matter est devenu une force politique et a attiré l'attention sur la brutalité des assassinats de Noirs par la police. Une nouvelle génération de jeunes Afro-Américains a ainsi été propulsée dans l'action. Des victoires ont été obtenues, comme la démission de plusieurs chefs de police de villes importantes, l'introduction de nouvelles règles de conduite pour la police, des mini-caméras (Gopro) obligatoires pour les flics, des enquêtes impartiales et plus rapides sur la conduite de la police... La question du racisme systémique a été mise au premier plan.

Une étude récente estime qu'une personne noire est assassinée toutes les 28 heures. Le mouvement des droits civiques des années 1950-1960 cherchait l'égalité totale et l'intégration dans le rêve américain pour l'armée de réserve de main-d'œuvre noire. Le néolibéralisme a réduit le rôle de la communauté noire des centres-villes, en particulier de la jeunesse, à une main-d'œuvre jetable presque totalement écartée de l'activité économique. La réponse de la classe dirigeante a été la militarisation de la police en tant que force d'occupation dans les quartiers noirs et le pipeline école-prison (un adulte noir sur trois passe par la prison à un moment ou à un autre de sa vie). Récemment, une quarantaine d'organisations ont publié une plateforme politique qui va au-delà du tollé spontané contre chaque assassinat individuel par la police. Appelé « Une vision pour les vies des Noirs », le programme avance des revendications sur tous les aspects de l'oppression et de la dégradation économique des Noirs. C'est un pas vers la création d'un nouveau mouvement de libération des Noirs aux USA¹.

Comment évalues-tu l'impact de la candidature de Trump sur le Parti républicain ?

La victoire de Donald Trump lors des primaires des Républicains est le résultat d'années de changements dans le Parti républicain. Sous George Bush junior, des vagues d'évangélistes protestants fondamentalistes ont intégré massivement le parti. Après la crise de 2008, il y a eu le Tea Party, un mouvement de masse hyper-conservateur comprenant avant tout des Blancs (plus de 1000 sections). En 2010, 87 nouveaux membres du Congrès furent élus par les Républicains du Tea Party. Les Républicains conservateurs ont pris le contrôle de 24 États, ce qui a abouti à des restrictions majeures du droit à l'avortement, le retrait du droit de créer un syndicat et un manque de protection du droit de vote. En réalité, l'immense majorité des 17 candidats républicains à la primaire

avaient des convictions extrémistes. Trump est apparu comme un rebelle, différent des politiciens professionnels. Plus important, il a dénoncé la NAFTA et a promis de mettre fin à des accords de commerce comme le TPP en instance de négociation et de rapporter « nos emplois » aux USA. Beaucoup de Blancs ont été influencés par son appel à « rendre l'Amérique de nouveau grande », en partie par l'arrêt de l'immigration mexicaine et des musulmans. La victoire de Trump lors des primaires a fait éclater le parti. Certains traditionnels, comme les membres de la famille Bush, ont refusé d'assister à la convention républicaine ou de faire campagne pour Trump. De l'argent et des soutiens ont commencé à se diriger vers Hillary Clinton et les Démocrates. À l'époque du néolibéralisme, prétendre qu'il y a des distinctions entre « libéral » (au sens américain) et conservateur a de moins en moins de sens...

Il reste à voir si le Parti républicain peut être raccommodé ou bien si les USA auront enfin un nouveau parti politique de droite.

Partout dans le monde, pour les gens de gauche, le mouvement en faveur de Bernie Sanders est étonnant. Qu'en est-il aux USA ?

Personne dans la gauche révolutionnaire n'a prévu ce mouvement. Tout comme le mouvement Occupy, cette montée en flèche de masse est arrivée comme ça. La campagne de Sanders a récolté plus de 225 millions de dollars en petites contributions données par 2,5 millions de personnes. Il a reçu 43% des voix – plus de 14 millions –, a gagné les primaires dans 23 États et a attiré plus de 2 millions de personnes à des rassemblements géants à travers tout le pays. La campagne de Bernie a prouvé qu'il était possible de faire campagne pour la présidence sans le soutien financier des grandes sociétés et de leurs organisations privées de financement politique.

La leçon indélébile du mouvement Occupy – les 99% contre le 1% – a pris la forme de bataillons de jeunes décidés à arracher aux riches le contrôle de la société en élisant Bernie Sanders le socialiste. Sondage après sondage, il est apparu qu'une petite majorité de la jeunesse des États-Unis préférerait le socialisme au capitalisme. Le socialisme de Bernie Sanders est une social-démocratie classique, avec la politique redistributive de l'État providence. Il donnait comme exemple l'Europe du Nord et le New Deal de Roosevelt, faisant campagne pour une couverture médicale pour tous,

une éducation universitaire gratuite, un salaire minimum de 15 dollars de l'heure, un congé parental rémunéré, un programme de création d'emplois, l'obligation pour les sociétés de payer une part équitable d'impôts et la fin de leur main-mise sur le gouvernement. Sanders a répété qu'aucun président ne pourrait imposer cela tout seul : les gens devaient rester politiquement mobilisés dans des mouvements de masse pour gagner ces revendications.

Pendant des décennies, Sanders a été un indépendant solitaire dans le Congrès. Quand il a annoncé sa campagne en tant que Démocrate, il a promis de soutenir celui ou celle qui gagnerait les primaires. Au fur et à mesure que sa campagne prenait de l'élan, ses partisans, dont beaucoup étaient actifs politiquement pour la première fois de leur vie, ne croyaient pas que Sanders abandonnerait « la révolution ». Ce fut une terrible déception pour les 1900 délégués de Sanders à la convention. La plupart des jeunes partisans de Sanders ne s'intéressent pas à l'idée de réformer le Parti démocrate de l'intérieur. Des centaines de délégués ont donc quitté la convention, dégoûtés. Beaucoup de celles et ceux qui faisaient partie de la « Bernie Army » donneront leur voix et leur énergie à la candidate présidentielle des Verts, Jill Stein. Il existe un mouvement significatif « Pour Jill pas Hill ».

Quelles suites pour la rébellion de Bernie ? Celui-ci propose quelque chose qui s'appelle « Notre Révolution », une organisation et source de financement pour des candidatEs progressistes du Parti démocrate. Mon organisation et d'autres de la gauche révolutionnaire proposons, nous, la construction de coalitions pour présenter au niveau local des candidatEs indépendants des deux partis capitalistes. La radicalisation autour de la campagne de Sanders est une renaissance des idées rebelles aux USA, de la volonté de se battre. Malheureusement, la gauche révolutionnaire est beaucoup trop petite pour donner un cadre de rassemblement à ce nouveau mouvement.

Que représente la campagne de Hillary Clinton ?

Tous les sondages montrent que les électeurs des États-Unis sont confrontés à deux candidats pour la présidence en qui ils n'ont aucune vraie confiance. Hillary a la réputation de ne pas dire la vérité et d'utiliser sa situation d'élue pour s'enrichir, et sa famille avec... Des agences fédérales ainsi que des journalistes continuent à creuser pour trouver d'autres informations sur la Fondation Clinton. Qu'est-ce que les donateurs à cette organisation soi-disant non lucrative ont reçu en retour pour leur générosité envers la fondation ? Clinton est protégée par la classe dirigeante afin d'assurer son élection. Le président



Bill Clinton, avec Hillary à ses côtés, a beaucoup fait pour faire rentrer le gouvernement dans un cadre néolibéral. La dynastie Clinton repose sur l'héritage de la « troisième voie », un effacement de la ligne « libérale », progressiste du Parti démocrate en faveur d'un consensus entre les deux partis, pour le compte du grand patronat. La présidence de Clinton a mis fin à des réglementations cruciales des banques, s'est opposée au mariage gay et a aidé à faire passer une « loi pour la défense du mariage ». Bill Clinton a aboli la couverture médicale qui existait avant et a jeté des centaines de milliers d'enfants dans un état de pauvreté abjecte. Ils ont défendu la peine de mort et ont soutenu une législation qui a commencé à entasser dans les prisons des milliers d'hommes noirs. On ne sait pas trop comment mais l'équipe de Clinton a réussi à masquer le caractère pernicieux de la manière dont ils ont régné et dans les intérêts de qui. Pour cette élection, Hillary a rassemblé dans son camp les grands avocats de la force militaire US des deux partis, dont Henry Kissinger. L'inflexion vers la gauche qu'elle a montrée au début des primaires est déjà érodée. Hillary Clinton n'est pas le moindre mal, c'est un des maux...

Propos recueillis par Penny Duggan et traduit par Ross Harrold

1 - <https://policy.m4bl.org>

L'image de la semaine



Vu ailleurs

CHOLÉRA, DES DEMI-EXCUSES. Il aura fallu six ans pour que l'ONU reconnaisse sa

responsabilité dans l'apparition du choléra en Haïti. À l'époque, la nation caribéenne est encore sous le choc du terrible séisme qui a tué en janvier 2010 plus de 200 000 personnes et dévasté ce pays appauvri par la dictature de Duvalier et les plans d'ajustement structurel. Des Casques bleus débarquent en renfort. Dix mois plus tard, la maladie se répand comme une traînée de poudre. Dès la fin de 2010, un rapport du professeur français Renaud Piarroux, épidémiologiste envoyé en mission en Haïti par la France à la demande du ministère haïtien de la Santé, établit que le foyer infectieux de l'épidémie de choléra est parti d'un camp de Casques bleus népalais de la mission onusienne, situé à Mirebalais, près du fleuve de l'Artibonite (centre).

Depuis, la pandémie a tué 9 000 Haïtiens. Les Nations unies, qui se doivent pourtant d'être les garantes d'un code de bonne conduite, ont toujours nié les accusations qui pèsent sur elles. Jeudi, l'ONU a enfin admis son « implication » dans le fléau et « sa responsabilité morale » sans pour autant incriminer directement les soldats de la mission onusienne à l'origine de la maladie. L'organisme a certes déclaré « vouloir faire plus » en « étudiant activement un ensemble de mesures qui fourniraient une aide matérielle et un soutien aux Haïtiens les plus directement touchés par le choléra », a vaguement annoncé Ban Ki-moon. Mais rien de plus. À chaque catastrophe, Haïti a reçu des promesses de soutien matériel et financier qui, dans les faits, ne se sont jamais concrétisées ou ont été soumises à des conditions draconiennes. [...] Toujours selon l'épidémiologiste Renaud Piarroux, de janvier à juin 2016, le choléra a tué 200 Haïtiens et plus de 21 000 cas ont été recensés.

« Haïti Épidémie de choléra, le faux mea culpa de l'ONU », Cathy Ceibe, mardi 23 août 2016, L'Humanité.fr

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org